Rouge

M 1578 N° 1053 6 F | Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IVe Internationale) | du 4 au 10 mars 1983

8 mars : affirmer partout les revendications des femmes p. 16

Dans 80 villes,

votez pour les listes

La voix des travailleurs contre l'austérité

soutenues par Lutte ouvrière et la LCR

Jaurès a dû se retourner dans sa tombe...

JEAN Jaurès a dû se retourner dans sa tombe. A Carmaux, dans le pays où il mettait son mandat de député au service des verriers et des mineurs en lutte, Mauroy et Defferre ont envoyé les CRS contre les mineurs des houillères d'Aquitaine, en grève. Le dimanche, au petit matin, comme la police de Giscard et Barre avait coutume de le faire.

La logique répressive du gouvernement frappe maintenant les ouvriers en grève, sans prendre prétexte d'incidents montés en épingle, comme à Citroën-Aulnay, ou d'inventions comme les mystérieux groupes intégristes manipulant les OS immigrés de l'automobile.

La répression, c'est une politique, au service de la « rigueur » comme ils disent. Cette rigueur, pour le gouvernement, suppose que les travailleurs acceptent sans broncher la fable des sacrifices à consentir au nom de la compétitivité des entreprises françaises, dont Mitterrand se veut le champion. C'est pourquoi la répression devient l'auxiliaire de la rigueur.

Mauroy ment, quand il prétend avoir quitté « le terrain de l'économie capitaliste libérale », comme il l'affirmait au « club de la presse d'Europe 1 ». Quand a-t-il quitté ce terrain ? A Carmaux, à Renault, à Citroën ? A moins que ce soit lors de la réduction des indemnités ASSEDIC...

QUITTER le terrain de l'économie capitaliste libérale, c'est autre chose et c'est ce que nous voulons. Mais c'est une tout autre politique, que le PS et le PC au gouvernement ne feront jamais. Rompre avec le capitalisme, c'est en effet la seule solution pour sortir de la crise. Cela veut dire ne prendre en compte que les seuls intérêts des travailleurs, contre les exigences capitalistes. Cela veut dire satisfaire les revendications des travailleurs, et bâtir une logique économique basée sur leurs besoins sociaux.

A cela, bien entendu, les patrons s'opposeront avec la dernière énergie. C'est pourquoi quitter le terrain de l'économie capitaliste libérale suppose une mobilisation d'ensemble des travailleurs contre le patronat ; et cette mobilisation, le PS et le PC au gouvernement ont tout fait pour l'éviter. C'est cette mobilisation nationale qui a permis d'obtenir le remboursement de l'IVG, et c'est elle qu'il faut réaffirmer le 8 Mars sur l'ensemble des revendications des femmes.

C'est cela, le sens de nos listes « la voix des travailleurs contre l'austérité » : affirmer dans ces élections municipales comme dans les luttes de demain un refus irréductible de l'austérité de gauche. Et ce, au nom d'une politique anticapitaliste, une politique socialiste. C'est la seule façon de battre la droite.

NOUS voulons quitter le terrain de l'économie capitaliste libérale, contre une droite qui en est le représentant politique. Elle défend et défendra jusqu'à son dernier souffle le système en crise. Pour cela, elle veut retourner au pouvoir. Afin de défaire les acquis sociaux, afin de préparer les conditions d'une défaite d'ensemble de la classe ouvrière.

Pour se sortir de sa propre crise, le capitalisme a besoin de cette défaite, de chômeurs dociles, de salariés pas chers, d'usines sans grève. Pour la plus grande gloire du profit patronal. Barre, Giscard et Chirac représentent ce danger. C'est pourquoi il faut leur barrer la route.

Tel est bien le sens de nos listes « la voix des travailleurs contre l'austérité ». Barrer la route à la droite, refuser l'austérité de gauche, se battre pour une autre politique. Le 6 mars, votez pour ces listes.

«J'ai une autre logique» (Pierre Mauroy)

DERISOIRE Premier ministre, ridicule numéro d'illusioniste. Telle est l'impression qui reste du « Club de la presse » du dimanche 27 février. Gêné par de mauvais indices, pour fuir les questions des journalistes, il n'a su que se réclamer d'« une autre logique ».

En quoi des phrases socialistes à la veille des élections peuvent-elles changer des mois de décisions gouvernementales ?

Citons pourtant quelques extraits ; ne serait-ce que pour rendre évident à quel point, devant les risques de défaite, Mauroy ne trouve rien à dire que des appels à voter pour *« une autre logique »*...

« Je ne veux pas me situer sur le même terrain que certains d'entre vous, qui est celui de l'économie telle qu'elle est depuis toujours, de l'économie capitaliste libérale.

« Je souhaite transformer cette société, par conséquent, j'ai une autre logique gouvernementale, et lorsqu'on pose la question des mauvais indices, ceux qui nous écoutent savent qu'il est important que la réponse soit apportée, non pas en fonction de votre logique, mais en fonction de celle du gouvernement. »

Ce n'est pas nous qui nous plaindrions d'une telle orientation. Si elle était réellement prise. Mais, depuis deux ans, il en est tout autrement. En fonction des engagements, pris, et tenus, ceux-là, par Mauroy dès 1981 : *« Le profit est légitime. Nous sommes dans une économie de marché et nous ne la remettrons jamais en cause. Le secteur privé, qui fournit aujourd'hui 80 % de la valeur ajoutée restera toujours prépondérant... »* (Forum de l'Expansion, novembre 1981).

Entre la soumission aux lois du profit capitaliste et l'engagement vers le socialisme, il fallait choisir. Mauroy et ses ministres PS ou PC, ont choisi, comme Jobert, Crépeau et autres débris de partis bourgeois. On en voit les résultats.

Oui, il faut *« une autre logique, opposée à celle de l'économie capitaliste :*, comme Mauroy a pu le dire le 27 février pour ne pas le faire.

Le faire, cela signifie deux choses, indissociables : prendre le contrôle des leviers de commande de l'économie, pour qu'elle soit au service et sous le contrôle des travailleurs ; et, en même temps, s'en prendre aux privilégiés, pour rompre avec l'héritage de la droite, résolument. Bref, il faut avancer en rompant avec les intérêts du patronat.

Pierre Rème

Mauroy donne des arguments pour voter «contre l'austérité»

ECHANGES EXTERIEURS : Le bluff au service des patrons

MICHEL Jobert a tracé la perspective : *« Il faut attendre la providence, c'est-à-dire la baisse du prix du pétrole pour engager le deuxième plan d'austérité. »* Et Jacques Delors a précisé son ampleur : *« L'effort demandé aux Français après la guerre était moins dur que celui qu'ils devront consentir dans les années 1980. »* Est-ce donc l'héritage giscardien qui, deux ans après la victoire du 10 mai, est encore pire que les ruines de la guerre de 39-45 ?

Sans doute la question est-elle ailleurs : il s'agit de la crise capitaliste et de la concurrence internationale, auxquelles le gouvernement veut tout sacrifier. Pourtant, qui ne se souvient : *«Les nationalisations sont un instrument décisif, y compris celle du crédit, pour ne pas subir la nouvelle division du travail »* (Colloque socialiste sur les nationalisations), et aussi : *«C'est en fonction de la priorité à l'emploi et à la satisfaction des besoins sociaux trop longtemps méprisés qu'il faut réorganiser notre économie »* (allocution de Mitterrand au même colloque). Précisons, pour les lecteurs qui auraient pu l'oublier, que ces déclarations datent d'avant la victoire électorale de 1981...

Entre-temps, y a-t-il eu *« une prise de conscience salutaire ?* Pas du tout. Il y a eu seulement les résultats prévisibles : la pression du « commerce extérieur » est le prix à payer pour le *« respect des règles du marché dans le cadre d'une économie ouverte »*.

Comme le disait Mauroy, dans sa pitrerie du dimanche 27 février, *« il y a deux logiques » !*

Un super cadre du style CNPF, le directeur de la distribution et de la commercialisation des produits Thomson — une entreprise nationalisée dirigée par Gomez, ex-dirigeant du CERES —, ne s'est pas gêné pour rappeler la réalité à ses chefs politiques de gouvernement : *« Nous devons être de bons Allemands en Allemagne, de bons Espagnols en Espagne, car les discussions que nous avons avec les ''Jobert'' de chaque pays sont les mêmes »* (*le Figaro* du mardi 1er Mars).

Telle est, en fait, le choix : se soumettre aux règles de la division capitaliste du travail ou lutter contre elles. Et cette deuxième possibilité n'a rien d'abstrait : il faut pour cela contrôler l'ensemble du crédit avec une centralisation de toutes les possibilités d'investissement dans une banque unique, diriger les entreprises nationalisées en fonction du plein emploi et des besoins de consommation négligés. De même en est-il pour les besoins d'équipements : le logement, les crèches, les hôpitaux...

Quand ces besoins ont-ils été mis sur la table, au travers d'un débat public, pour définir une orientation pour l'économie, pour avoir un contrôle ouvrier sur les « contrats de plan » des entreprises nationalisées ? Quand les fonds publics donnés dans le textile ou dans d'autres branches ont-ils été accompagnés d'un contrôle par les pouvoirs publics et les organisations ouvrières sur l'usage de ces fonds ? les réponses ne sont que trop connues. Et il n'y a rien d'étonnant à enregistrer les constats d'impuissance d'un Jobert ou d'un Delors : leur respect pour « les lois du marché » produit les résultats qu'on sait.

Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que, parallèlement aux discours électoraux, des plans d'austérité, sacrifiant les besoins populaires aux investissements capitalistes, soient en préparation. Rien d'étonnant à ce que *le Canard enchaîné* du mercredi 2 mars puisse s'illustrer par une nouvelle « fuite » : au nom de l'*« ampleur du déficit commercial »*, nous devrions nous serrer la ceinture, pour « aider » nos braves patrons.

BUDGET : 1983 = 1982 + 0.

Qui fait des prévisions ? Les hauts fonctionnaires hérités du régime précédent. Il n'y a pas à s'étonner de cette « continuité » : elle correspond aux engagements pris par la majorité avec le CNPF.

Cependant, comme le confirme *le Canard enchaîné* du 2 mars, *« l'ensemble des ministres travaillent sur des budgets économiques depuis deux mois »*.

On en voit d'ici les conséquences : « faites avec le même budget que l'an dernier ». « Mais alors cela fait, avec l'inflation, 10 % de moins ! » — *« La crise l'exige : voilà comment nous grignoterons des parts supplémentaires du marché mondial »* (Gattaz, au *Figaro* du 1er mars).

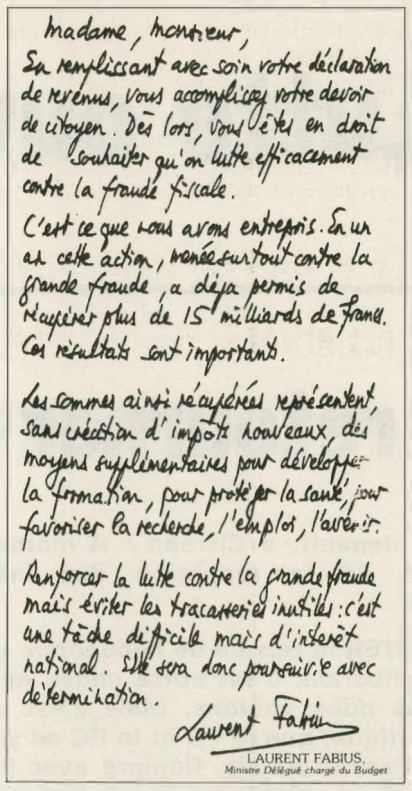
FISCALITE : Les mensonges de Laurent Fabius

SUR la *« notice pour remplir votre déclaration d'impôts de 1982 »*, tout le monde a pu lire, il y a quelques jours, de belles déclarations de Fabius : autant de « principes », autant « d'engagements », autant de mensonges. un tract diffusé ces jours-ci par le syndicat national des Impôts CFDT comporte tous les éléments pour critiquer le bluff du *« ministre délégué chargé du Budget »*.

(1) Non, Fabius, la lutte contre la fraude fiscale n'a pas « été entreprise ».

« Vous êtes en droit de souhaiter qu'on lutte efficacement contre la fraude fiscale », écrit Fabius. On est même en droit de l'exiger !

Mais, répond la CFDT-Impôts, *« contrairement aux discours officiels, l'efficacité du contrôle fiscal est très faible »*, et *« 60 % des recettes fiscales sont prélevées sur les citoyens sans tenir compte de leur niveau de ressources réelles : tous subissent, de la même façon, taxes, redevances à taux fixe et tous les impôts proportionnés (TVA...) »* Et *« la TVA représente 44 % des recettes fiscales »*. (Le poids fiscal de ces impôts est de 6 % sur les professions libérales et de 13 % sur les ouvriers et les employés, NDLR).



(2) Non, la lutte contre la grande fraude n'a pas « rapporté quinze milliards ».

Pour frimer, Fabius annonce que son action a *« permis de récupérer plus de quinze milliards de francs »*.

En réalité, répond la CFDT-Impôts, le montant des **« redressements est d'environ dix milliards par an, dont la moitié à peine est effectivement recouvrée »**. Donc tout au plus cela *« rapporte »*, comme dit Fabius, cinq milliards.

On est loin du chiffre de quinze milliards claironné par le ministre !

(3) Par peur de la droite, Fabius respecte les droits des fraudeurs.

On nous dit, comme si on ne le savait pas, que l'argent détourné par la fraude des privilégiés *« représente, sans création d'impôts nouveaux, des moyens supplémentaires... »*.

Il est vrai que la fraude s'élève à 90 ou 100 milliards de francs, soit autant que le déficit budgétaire. En ces temps où se préparent des « mesures d'austérité » sur les services publics et les salariés de l'Etat, la lutte contre la fraude pourrait jouer un rôle important. Mais, comme le souligne la CFDT-Impôts, aucune lutte pour « récupérer ces sommes » n'est entreprise.

(4) Oui, Fabius, c'est une « tâche d'intérêt national ».

C'est bien de le dire sur les déclarations d'impôts. ce serait beaucoup mieux, au lieu de faire du bluff, de dégager les moyens nécessaires au fonctionnement réel des services des impôts : il manque 22 000 agents, selon les syndicats, pour rendre efficace le travail des 83 000 agents actuels. Ces besoins en personnel, héritage de la politique giscardienne, sont si forts que l'administration elle-même reconnaît qu'il en manque 15 000. Un agent supplémentaire « rapporte » soixante fois le montant de son salaire.

(5) Cette « tâche sera poursuivie avec détermination », dit Fabius.

Elle n'est même pas entreprise. Ainsi, le *« quotient familial »* qui devait disparaître, d'après les 110 propositions de Mitterrand, est toujours en place : *« La réduction d'impôts est d'autant plus forte que le revenu du ménage est élevé »*, explique la CFDT-Impôts. *« Le premier enfant d'un couple gagnant 4 000 F par mois ''rapporte'' 801 F d'impôts, alors qu'il ''rapporte'' 2 753 F à un couple gagnant 10 000 F par mois. »*

Il reste donc à entreprendre la réforme de la fiscalité héritée de Giscard. Deux ans après le 10 mai ! Et on ne sait que trop qui en fait les frais...

NOUVELLES PROPOSITIONS D'ABONNEMENT A DOMICILE

	FRANCE	DOM-TOM	ETRANGER
1 - AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique Communiste + les n° hors série de Critique Communiste	400 F	400 F	450 F
2 - INFORMATION DES COLLECTIVITES 48 Rouge + 11 Critique Communiste	350 F		
3 - SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO «ROUGE» 6 mois = 24 numéros	150 F		
4 - CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	140 F	140 F	160 F

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
_____
_____
Formule choisie : _____

Réglement à l'ordre de PEC
2 rue Richard Lenoir 93108 Montreuil
Tél : 859 00 80

Rouge

- Edite par la société Presse/Edition/Communication (PEC)
- Imprimerie Rotographie. Montreuil Tel : 859 00 31
- Directeur de la publication : Robert March
- Commission paritaire : 63922
- Redaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tel : 859 00 80 (lignes groupées)

Le 6 mars, il faut leur faire entendre la voix des travailleurs contre l'austérité

DIMANCHE prochain, nous voterons contre le retour de la droite. Nous dirons non au retour des Chirac, Giscard et autre Barre. Nous ferons obstacles à leur volonté de restaurer l'ancien régime, à leurs projets d'infliger des coups sans précédent aux travailleurs.

Nous voterons pour exprimer notre volonté d'une politique au service des travailleurs. C'est pourquoi nous voterons pour les listes « la voix des travailleurs contre l'austérité ».

Nous n'acceptons pas le chantage du PS et du PCF qui veulent nous faire croire que notre choix se bornerait à une alternative : ou approuver la politique du gouvernement, ou faire le jeu de la droite. Parce que nous savons que c'est la politique du gouvernement qui fait le jeu de la droite. Et parce que, avec tous ceux et toutes celles qui, quotidiennement, mènent le combat contre le patronat, nous savons que vouloir une politique au service des travailleurs, ce n'est pas apporter sa caution au gouvernement.

Si nous avions besoin d'une nouvelle confirmation de cela, ce qui vient de se passer à Renault-Flins et à Citroën-Aulnay aurait suffi à nous en convaincre. Alors que les travailleurs de l'automobile, plus que tout autre, se sont battus pour imposer le changement, pour bousculer l'ordre patronal despotique, qu'a été l'attitude du gouvernement ? La calomnie, à relents racistes, et la répression anti-ouvrière !

Voter contre la droite et le patronat, voter pour un vrai changement, ce ne peut être que voter à gauche de la gauche. Voter pour des candidates et des candidats réellement attachés à la défense des intérêts des travailleurs, non compromis dans la politique de collaboration de classes des directions du PS et du PCF.

Celles-ci, en mal d'arguments, voudraient faire croire que toute voix qui se portera sur les listes d'extrême gauche signifiera un affaiblissement de la gauche face à la droite. Argument fallacieux et malhonnête qu'il faut écarter d'un revers de main.

Car, soyons clairs, plus le score des listes « la voix des travailleurs contre l'austérité » sera important, plus cela signifiera que la volonté de lutte des travailleurs est grande. Que, loin de se laisser décourager par la politique de compromis du gouvernement, un grand nombre de travailleurs sont décidés à ne pas se laisser voler leurs espoirs du 10 mai, sont déterminés à imposer le changement. D'ailleurs, le patronat ne s'y trompera pas.

Par contre, ce qui est vrai, c'est que le gouvernement, soutenu par les directions du PS et du PCF, a, par sa politique, tout fait pour affaiblir les forces du changement.

Lorsque l'on bloque les salaires, ce que n'avait pas osé faire la droite, lorsque l'on remet en cause la Sécurité sociale, lorsque l'on réprime les ouvriers grévistes de l'automobile, c'est alors qu'on rend directement service au patronat.

Lorsqu'on amnistie les généraux fascistes de l'OAS et que l'on ne se prive pas de propos racistes contre les immigrés, c'est alors qu'on fait le jeu de la bourgeoisie.

Lorsqu'on mène une politique qui veut dire cadeaux et concessions au patronat et austérité pour les travailleurs, c'est alors qu'on favorise le retour de la droite.

Le 6 mars, en votant pour les listes « la voix des travailleurs contre l'austérité », nous voterons réellement à gauche pour dire non au retour de la droite et pour affirmer notre volonté d'une politique anticapitaliste, de vrai changement. Une politique qui n'a rien à voir avec celle de collaboration de classes des directions du PS et du PCF, qui se traduit par le chômage et l'austérité pour les travailleurs.

Elections municipales — Scrutin du 6 mars 1983

Alain KRIVINE
et
Arlette LAGUILLER

vous appellent

à voter pour la liste

La voix des travailleurs contre l'austérité

C'est un vote que la gauche entendra, sans que la droite puisse s'en réjouir.

- **Travailleurs, travailleuses,**

Vous êtes préoccupés par l'aggravation de la crise économique. Vous êtes déçus par la politique de Mitterrand, car ce n'est pas cela que vous attendiez d'un gouvernement de gauche.

Les amis de Chirac, Giscard et Barre espèrent tirer profit de votre déception. Mais qui pourrait croire que ces amis des industriels et des banquiers ne sont plus les ennemis des travailleurs ?

Face à la droite, le Parti socialiste et le Parti communiste voudraient vous faire approuver la politique du gouvernement, la baisse du pouvoir d'achat, l'augmentation du chômage, la retraite à soixante ans au rabais, la réduction des allocations aux chômeurs.

Vous ne pouvez pas encourager de vos voix un gouvernement qui réserve toute sa rigueur aux travailleurs pendant qu'il prodigue ses faveurs aux capitalistes.

- **Electeurs et électrices socialistes,**

Vous pouvez voter à gauche, mais en protestant contre les mesures du gouvernement qui protègent les grosses fortunes et celles qui s'en prennent aux travailleurs.

- **Electeurs et électrices communistes,**

Vous pouvez voter à gauche, mais aussi montrer que vous n'êtes pas d'accord pour que les dirigeants du PCF soutiennent une politique qui va à l'encontre de vos aspirations.

- **Electeurs et électrices de gauche,**

En votant pour notre liste, vous pouvez dire ce que vous avez sur le cœur. **Vous pouvez voter clairement à gauche et dire que vous condamnez la politique d'austérité du gouvernement.** Vous pouvez élire des travailleurs et des travailleuses comme vous qui feront entendre votre voix au conseil municipal.

Votez pour la liste

La voix des travailleurs contre l'austérité

soutenue par Lutte ouvrière et la Ligue communiste révolutionnaire

Villes où sont présentées des listes « La voix des travailleurs contre l'austérité »

Province

Albi
Alençon
Alès
Amiens
Bayonne
Belfort
Besançon
Blois
Bordeaux
Bourges
Brest
Carnoules (Var)
Cestres
Cenon
Chambéry
Clermont-Ferrand
Creil
Dijon
Dreux
Grenoble
Joué-les-Tours
Le Havre
Le Puy
Lille
Limoges
Lyon 3e
Lyon 8e
Lyon 9è
Marseille 1er
Marseille 6e
Martigues
Montbéliard
Montpellier
Nancy
Nantes
Orléans
Pau
Perpignan
Pessac
Poitiers
Reims
Rennes
Roubaix
Rouen
Saint-Chamond
Saint-Nazaire
Saint-Etienne-du-Rouvray
Sotteville-lès-Rouen
Strasbourg
Toulouse
Tours
Troyes
Vierzon
Villeurbanne

Région Parisienne

PARIS 11e, 13e, 14e, 18e, 19e, 20e

DANS L'ESSONNE :
Evry
Massy

DANS LES HAUTS-DE-SEINE :
Clichy
Gennevilliers
Issy-les-Moulineaux
Levallois
Malakoff
Nanterre

DANS LA SEINE-SAINT-DENIS :
Aubervilliers
Aulnay-sous-Bois
Bobigny
Les Lilas
Saint-Denis
Saint-Ouen

DANS LE VAL-DE-MARNE :
Créteil
Villejuif
Vitry

DANS LE VAL-D'OISE :
Argenteuil
Pontoise

DANS LES YVELINES :
Trappes

Pour une vraie proportionnelle

Il est trop facile au PS et au PCF d'accuser les listes d'extrême gauche d'affaiblir la gauche face à la droite, après avoir façonné une loi électorale dans le but d'exercer ce type de chantage.

Malgré leurs engagements, le PS et le PCF n'ont pas adopté une loi électorale démocratique. De même qu'ils n'ont pas maintenu leur promesse de donner le droit de vote aux immigrés dans les élections locales.

Le résultat de ce refus du pluralisme, on l'a vu dans les TOM-DOM : alors que la proportionnelle intégrale aurait permis de mettre en minorité la droite, l'élimination des listes recueillant moins de 5 % des voix lui permet de contrôler un certain nombre de conseils !

Au cours de ces élections, le PS et le PCF, non contents de laisser les « grandes listes » monopoliser les moyens d'information nationaux, ont ainsi tout fait pour empêcher les courants minoritaires de pouvoir avoir des élus en fonction de ce qu'ils représentent. Curieuse conception de la démocratie.

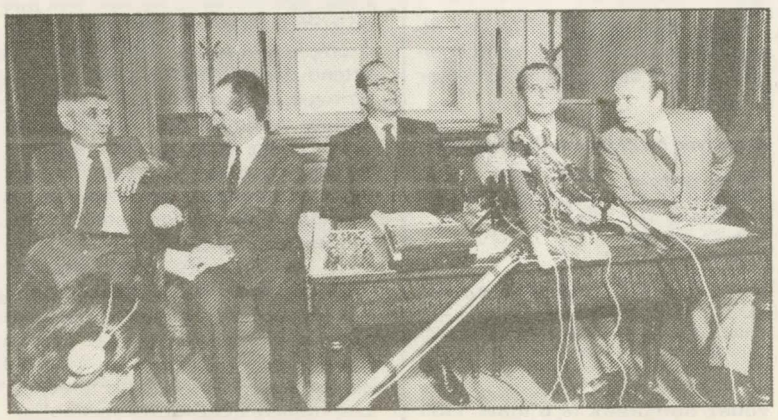
Dans les villes où il n'y a pas de liste ouvrière indépendante du gouvernement, dès le premier tour, il faut barrer la route à la droite en votant pour les listes conduites par le PC et le PS

DANS les villes où, compte tenu de nos forces, il n'a pas été possible de former des listes « la voix des travailleurs contre l'austérité », et où il n'y a pas d'autre liste ouvrière indépendante du gouvernement, la LCR appelle les travailleurs et les travailleuses à voter pour les listes dirigées par le PS et le PCF, à l'exclusion des listes dirigées par des bourgeois, du type radicaux ou autres gaullistes dits de gauche. De plus, là où c'est possible sans conduire à un vote nul (dans les communes de moins de 3 500 habitants) la LCR engage les travailleurs à rayer ces candidats bourgeois sur les listes dirigées par le PC et le PS.

Voter pour le PC et le PS, oui, avec un objectif : battre la droite ! Certains travailleurs nous disent : faute de pouvoir voter pour des listes LCR-LO, notre avertissement au gouvernement ce sea l'abstention.

Nous comprenons le sentiment qui guide ces camarades, mais nous leur disons : vous faites fausse route, l'abstention n'est pas possible dans le cadre de ces élections.

Il n'est pas question, en effet, de rendre la droite maîtresse des désaccords que nous avons avec le PS et le PCF. Il n'est pas question de favoriser les projets de la droite au détriment des millions de travailleurs qui ont, aujourd'hui encore, confiance dans le PS et le PCF et voient dans le soutien à ces partis le seul moyen existant pour s'opposer aux forces du patronat.



L'abstention, ce n'est pas un avertissement à la gauche, c'est un cadeau à la droite.

Les patrons, les possédants et les privilégiés de tous poils ne s'abstiendront pas, et les voix perdues du côté des travailleurs tomberont dans leur escarcelle. Autant de gains de la droite, autant de municipalités dont elle se saisira : ce sera l'aigreur et la démoralisation chez bon nombre de travailleurs qui voulaient à tout prix empêcher cela.

Nous condamnons sans réserve la politique du gouvernement, nous nous battons pour que ce soit une autre politique que celle de la collaboration de classes qui vienne à l'ordre du jour, sur la base de la mobilisation unitaire des travailleurs. Tel est le sens des listes « la voix de travailleurs contre l'austérité ». En affirmant sa force, le courant de soutien à ces listes témoignera que ceux et celles qui veulent le plus fermement la défaite de la droite n'approuvent pas la politique du gouvernement. Et cela montrera que, même là où ce choix n'est pas possible, le vote de nombreux travailleurs pour le PS et le PCF pour battre la droite ne signifie pas un accord avec la politique de ces partis.

Mais, pour renforcer ce combat, il faut, les 6 et 13 mars prochains, en tout état de cause, battre la droite. Cela veut dire, là où il n'y a pas d'autre choix, refuser l'impasse de l'abstention et voter pour les listes dirigées par le PS et le PCF.

Trois listes à Rouen

IL y avait 500 personnes au meeting avec Alain Krivine et Arlette Laguiller, à Rouen, le mercredi 23. Salle remplie, des visages nouveaux, des sympathisants, des travailleurs venus des entreprises de l'agglomération, Renault, la Chapelle Darblay, Rhône-Poulenc, des cheminots, des postiers, des travailleurs de la santé, beaucoup des jeunes aussi... Des militants du PCF, venus écouter ce que disent les révolutionnaires. Le meeting de l'Union de gauche le mardi suivant rassemblera moins de monde. La même salle remplie aux deux tiers seulement. Il commencera en retard. Roland, Leroy et Fabius, négociant avec les étudiants en grève (nous y revenons plus loin...).

La LCR et LO présentent trois listes : à Rouen contre Lecanuet ; à Sotteville-lès-Rouen où la gauche présente trois listes, PS, PCF, PSU, face à une liste de droite ; à Saint-Etienne-du-Rouvray, où cela a failli être la surprise. A quelques heures de la clôture du dépôt des listes, il n'y en avait encore que deux en présence. Celle de l'Union de la gauche avec tête de liste PCF, et « La voix des travailleurs contre l'austérité ».

Saint-Etienne-du-Rouvray, c'est le bastion de Roland (Leroy, directeur de *l'Huma*), les révolutionnaires n'y avaient encore jamais présenté de listes, même les collages d'affiches y étaient rares. Cette fois, le pas a été fait : une liste et des affichages massifs. Cela est reçu de façon diverse d'ailleurs. Si Grandpierre, la tête de liste PCF, accueillit les premiers colleurs rencontrés avec une poignée de main joviale, *« si vous avez des élus, avec vous, on devrait pouvoir faire du bon travail »*, c'est plus récemment une floraison d'affichettes non signées, *« Attention à droite »*, *« une liste contre la gauche, financée par les patrons ? »*, qui sont venues encadrer les affiches LCR-LO. *« C'est de chez vous que ça vient ? »*, demandait un camarade à un responsable du PCF. *« Non, ce sont des camarades qui fulminent contre votre liste et qu'on n'a pas pu retenir. »*

Troisième liste : la droite...

Mais le procédé est un peu gros. Ceux qui composent les listes, cheminots, ouvriers du papier carton, de Renault, travailleurs de l'hôpital psychiatrique, ou institutrices comme la militante de la LCR en tête de liste, sont connus de bien des électeurs de Saint-Etienne, ils travaillent dans les mêmes entreprises qu'eux.

C'est bien utile d'ailleurs. A la Chapelle Darblay (papier carton) les camarades de l'entreprise présents sur la liste sont les seuls à ne pas faire le silence durant la campagne sur les 400 ou 500 (?) licenciements, qui menacent, horizon quotidien des travailleurs depuis des années maintenant. Ils ont posé la question au meeting de Roland Leroy, sans réponse. *« C'est vrai qu'il est difficile de baptiser ça le changement »*, remarquait l'ex-secrétaire de la CGT de la Chapelle Darblay, dans la salle.

En dernière minute, la situation est redevenue normale à Saint-Etienne, une liste de droite à été déposée... C'est la troisième liste.

A Sotteville-lès-Rouen, c'est l'inverse de Saint-Etienne. Un vrai puzzle à gauche. Cinq listes : PS, PCF, PSU, PCI, LCR-LO, les caravanes de voiture et les collages massifs sont utiles, pour faire sortir notre campagne du lot...

A Rouen, les étudiants et les profs de la faculté de sciences sont des animateurs (surprise...) de la fin de campagne. En grève, ils occupent le rectorat par roulement (des militants du PS, du PCF, de la LCR se retrouvent parmi les membres du comité de grève). Ils avaient constaté le manque de 2 500 heures de cours, ils ont voté la lutte en assemblée générale, après une diversion de quelques profs de droite dénonçant le gouvernement... qui seront d'ailleurs les seuls à voter contre la grève. Les étudiants ont découvert depuis que le président de l'université de sciences (il est de droite) cachait sous son coude les crédits de 1 000 heures de cours ! Le ministère, lui, avait débloqué 215 heures ! Une provocation aux yeux des étudiants qui en réclamaient 2 700 pour que leurs études soient garanties, validées.

Grève au campus...

Après de multiples négociations, avec Leroy et Fabius, entre autres, ils ont obtenu, mardi 28, le déblocage de nouveaux crédits, conséquents. C'est pour eux une victoire. Une vrai leçon de choses dans la campagne locale.

Sur l'ensemble de l'agglomération rouennaise, la campagne LCR-LO est des plus visible. Affichages massifs, caravanes, interventions devant les entreprises, comme à l'intérieur... tracts dans les boîtes à lettres d'immeubles et réunions de campagne dans les circonscriptions. 50 personnes, mardi 28, au meeting de Saint-Etienne-du-Rouvray.

Dans une région marquée par un taux de chômage en tête du classement national, les propositions de « La voix des travailleurs contre l'austérité » font mouche. Il y a un trimestre, mille travailleurs de Rouen lançaient un appel à F. Mitterrand *« contre l'austérité, pour le changement »*. Parmi ceux qui animèrent la campagne, certains se présentent sur les listes LCR-LO aujourd'hui.

M. M.

Sotteville-lès-Rouen, grève des cheminots, octobre 1982. Aujourd'hui, un cheminot tête de liste.

«Mêmes obligations, mêmes droits»

Interview de Lassana Seck, travailleur immigré

LASSANA SECK, ouvrier à la SNCF, immigré, militant syndical, militant d'une organisation des travailleurs immigrés, est candidat de la liste « la voix des travailleurs contre l'austérité » à Rouen.

Les camarades de la LCR l'ont interviewé dans une feuille diffusée sur les entreprises. Nous reproduisons certaines de ses réponses ici.

• Quel est le sens de la candidature ?

— Bénéficiant de la double nationalité française et sénégalaise, uqmve que j'ai la possibilité d'être candidat aux élections municipales. Ma candidature a d'abord pour but de rappeler que ce n'est pas le cas des quatre millions d'immigrés qui vivent en France, et qui sont privés de tout droit civique.

Mittterrand avait promis, à l'exemple de la Suède et du Danemark, d'accorder le droit de vote aux immigrés pour les élections municipales. Officiellement cette mesure est reportée. En réalité, comme sur beaucoup d'autres questions, le gouvernement a cédé aux pressions exercées par la droite.

• Que penses-tu des accusations de Mauroy : les immigrés « sont agités par des groupes politiques et islamiques » ?

— En tenant ces propos, les représentants du gouvernement veulent empêcher les travailleurs de prendre exemple sur les luttes de l'automobile. En accusant les immigrés d'être manipulés de l'étranger, ils cherchent à diviser les travailleurs français et immigrés en jouant la carte du racisme. Aucun travailleur conscient ne peut accepter cela. Le résultat aujourd'hui, on le voit à Citroën-Aulnay où la direction licencie des militants syndicaux de la CGT ; et à Renault-Flins où elle licencie des militants de la CFDT. Il est indispensable d'organiser une riposte ouvrière, dans l'unité !

• Pourquoi revendiquer le droit de vote pour les immigrés ?

— Dans de nombreuses villes, les immigrés représentent une partie importante de la population, qui n'a aucune possibilité d'être représentée sur le plan électoral. Du coup, les intérêts des immigrés ne sont pas pris en compte. On vient de me citer un exemple tout récent : un immigré qui attend depuis des mois des papiers en règle, s'est entendu dire à la préfecture de Rouen qu'il aurait une réponse « une fois que les élections seraient passées ». Un tel mépris des individus ne serait pas possible si les immigrés étaient des électeurs comme les autres travailleurs !

... Les immigrés paient des impôts, cotisent à la Sécurité sociale et aux caisses de retraite, constituent une partie importante de la portion « active » de la population, celle qui alimente ces caisses et les fait vivre. Les immigrés ont les mêmes obligations, ils doivent avoir les mêmes droits que les autres travailleurs. Celui de vivre en France, même quand ils ont perdu leur emploi... et d'y voter aussi !

Le changement, c'est aux travailleurs, français et immigrés, de l'imposer.

« MUNICIPALES ET IMMIGRATION » Fête du 6 mars 1983

Dans le cadre des 110 points de son programme, François Mitterrand avait promis de donner le droit de vote pour les élections municipales aux travailleurs immigrés. Ce n'était que justice, car ceux-ci avaient participé à la victoire de la gauche, et d'ailleurs s'en réjouirent comme beaucoup de Français le soir du 10 mai.

Aujourd'hui, les travailleurs français sont appelés à voter, les immigrés non. Des associations françaises, immigrées, ont décidé pour répondre à cette injustice d'organiser un vote symbolique le 6 mars sur « le droit de vote pour les immigrés aux municipales et leur éligibilité ».

Le droit de vote pour les immigrés n'est pas seulement un droit mineur mais un pas en avant pour que des élus commencent à prendre en compte le droit à un logement décent, le droit à la formation, les droits sociaux, le droit au développement des pays d'origine, et les autres droits politiques des immigrés.

Ces thèmes seront d'ailleurs débattus le 6 mars 1983 dans le cadre du vote symbolique et d'une fête.

Cette fête sera aussi un lieu de mobilisation contre la campagne que mène la droite pour augmenter le racisme.

Programme de la fête du 6 mars 1983

— Vote symbolique de 11 h à 18 h.
— Plats de différents pays de 12 h à 14 h 30.
— Débats de 14 h à 18 h :
1. Droits politiques ;
2. Droits sociaux ;
3. Droit au logement ;
4. Droit au développement des pays d'origine ;

et toute la journée, de 14 h à 20 h, danses et musiques.
— Dépouillement des votes de 18 h à 20 h.

Venez nombreux le 6 mars 1983 de 11 h à 20 h au CICP, 14, rue de Nanteuil 75 015 Paris

Métro : Plaisance ou Convention

CEDETIM, ASTI 15e, UL-CFDT, LCR, Foyer de Grenelle, LST, UCODEP 15e, PSU.

MEETINGS UNITAIRES

CLERMONT-FERRAND. 200 personnes au meeting unitaire avec A. Krivine. Une salle composée d'une majorité de militants d'entreprise. 1 100 F pour la collecte unitaire, et des ventes importantes à la table de littérature. Au cours du débat, le travailleur d'une petite entreprise interrogera la salle : « Comment se battre contre le patron ? »

La liste LCR-LO couvre les murs de la ville, les militants en viennent à chercher les coins où ils peuvent encore coller. La campagne de la droite comme celle de l'Union de la gauche sont discrètes. « Qui décide à Clermont, le maire, Quillot (PS), ou bien Michelin ? » Cette question posée sans relâche, exemples à l'appui, par nos camarades gêne certains. Mais c'est un refrain qui donne du punch à la campagne.

MARSEILLE-MARTIGUES. 90 personnes à Martigues au meeting de 18 h avec A. Krivine. Des travailleurs de la zone de PUK, du CHR, des militants PS, l'ancien adjoint au maire (ex-PCF). Discussion animée, notamment avec la militante LCR, deuxième de liste, qui travaille au CHR, sur le rôle du conseil municipal dans la politique de santé, la place du conseil d'administration de l'hôpital, les liens avec la politique gouvernementale... Il fallut s'interrompre car le meeting de Marseille se tenait à 20 h 30, 400 personnes, une salle avec des visages nouveaux, et des compagnons de route de l'extrême gauche depuis des années sur la ville (cf. article sur la campagne à Marseille, *Rouge* du 11 février).

BORDEAUX. Lundi 28 février, 300 personnes au meeting unitaire avec Arlette Laguiller. Ils étaient 450 au premier meeting unitaire avec Alain Krivine, le mercredi 9 février. C'est donc environ 650 personnes qu'ont rassemblés la LCR et LO sur Bordeaux, (une centaine assistant aux deux meetings) en quinze jours. Beaucoup de gens des hôpitaux où militent les camarades de LO. Des questions dans le débat sur le salaire maternel, les revendications des jeunes, le syndicalisme et les révolutionnaires...

TOULOUSE : Mardi, 500 personnes au meeting unitaire avec Alain Krivine, une salle très chaleureuse. C'est un camarade de la LCR, mineur à Carmaux, qui ouvrit la réunion en détaillant la lutte aujourd'hui dans le bassin minier. *« Dans la ville de jean Jaurès, sous un gouvernement de gauche, les travailleurs de Carmaux ne peuvent comprendre et admettre qu'on leur envoit les CRS »*, expliquait-il. *Et nombre de ceux qui avaient des illusions, il a peu de temps encore, sur la politique du gouvernement les ont perdues, sous le choc. »*

Les interventions des camarades têtes de listes, LO et LCR à Toulouse, celle d'Alain Krivine étaient entrecoupées d'applaudissements nourris.

TOURS : Mardi, 200 personnes au meeting unitaire avec Arlette Laguiller. Ils étaient 150 au premier meeting de campagne sur la ville début janvier avec Alain Krivine. Une assistance en partie différente dans les deux réunions.

ORLEANS : Mardi, 100 personnes au meeting unitaire avec les têtes de liste LCR-LO sur la ville. 777 francs collectés. Discussions avec des militants du PCF présents dans la salle. Interventions des travailleurs de l'hôpital qui viennent de mener la lutte pour l'ouverture de la crèche promise depuis des mois... par le maire de droite !

Entre les deux tours

réunion publique LCR - LO

vendredi 11 mars 20h30 Mutualité

PARIS

Grenoble : des choix politiques dans une vitrine du socialisme

GRENOBLE, la réputation n'est plus à faire : *« vitrine du socialisme »*. Selon la couleur des journaux, c'est l'exemple à prendre ou la condamnation de principe. Dix-huit ans de gestion de Dubedout (PS), et des parfums d'autogestion trompeurs. *« Grenoble 83-89 »*, association écologie et autogestion, qui est passée sur la liste d'Union de la gauche, appelle à voter pour *« être Grenoblois et bien se porter, pour le droit au sommeil, à un air non pollué, à une nourriture non polluée et de qualité, pour un développement des jardins ouvriers plutôt que des espaces verts... »*.

Dubedout, plus terre à terre, explique dans sa déclaration aux électeurs : *« Les Grenoblois sauront répondre présent à ce rendez-vous de l'effort et de la rigueur. »*

La LCR a choisi de mener une campagne en « fausse note », sur ce fond de « bien vivre à Grenoble ». La liste présentée en commun avec LO regroupe 80 % de travailleurs en activité, Merlin-Gérin (bâtiment), Rhône-Poulenc Industrie, Neyrpic, Thomson, SNCF, hospitaliers, communaux, 40 % de femmes. *« Pour l'interdiction des licenciements ! »*, il y a 20 000 chômeurs à Grenoble, 7 400 emplois industriels supprimés depuis cinq ans, c'est l'entrée en matière. L'entreprise Eurotungstène, où des travailleurs ont choisi de présenter une liste pour défendre leur emploi (voir interview ci-dessous), est un exemple sur l'agglomération des ravages de la politique d'austérité aujourd'hui.

Le RPR a choisi Grenoble comme l'un de ses points de mire au niveau national. Carignon dirige la liste à droite, avec les gros bonnets de la chambre de commerce. Excellente occasion pour démontrer comment la voie du changement passe par la défaite de la droite, certes, mais aussi par la rupture avec les patrons en prenant les mesures politiques nécessaires pour en finir avec les licenciements. Dubedout ignore ce choix-là.

Campagne internationaliste. Les camarades de la LCR ont tenu meeting sur « La lutte des antisionistes en Israël », avec le camarade Warchawsky, membre de la section de la IVe Internationale de l'Etat d'Israël. Dubedout, PS tête de liste, et Mirchal, second de la liste RPR, assurent en commun la présidence de la « chambre économique France-Israël ». En pleine campagne, Dubedout a reçu en grande pompe le plénipotentiaire de l'Etat d'Israël, en même temps qu'il refusait d'accéder à la demande du comité Vivre en Palestine de jumelage de Grenoble avec Naplouse, en solidarité avec le maire palestinien destitué par les sionistes, et amputé des deux jambes lors d'un attentat.

Une vue du meeting à Grenoble.

Les travailleurs immigrés, eux, ont saisi l'occasion des municipales pour « prendre la parole », ils présentent une liste symbolique *« pluri-ethnies »*, pour *« le droit à la citoyenneté urbaine. »* Les candidats de la liste LCR-LO ont développé leurs propositions sur ce point dans leur campagne, *« pour le droit de vote des immigrés, pour un titre de travail et de séjour unique »*, dans un tract largement diffusé.

Campagne militante : pendant quinze jours, la LCR et LO ont tenu réunion dans tous les quartiers, présence sur les marchés, aux portes des entreprises de l'agglomération. Une réunion d'enseignants, aussi, sur les projets Savary-Legrand.

250 personnes au meeting LCR-LO (cf. *Rouge* du 25 février), des débats animés, indice d'une campagne qui accroche, même si elle dénote avec l'image habituelle, Grenoble, la ville où « il fait bon vivre », et chômer ?

M. M.

Interview de deux travailleurs de la liste «Solidarité avec Eurotungstène»

• Régis et Robert, pouvez-vous expliquer la situation dans votre entreprise ?

— **Robert** : A Eurotungstène, on subit la restructuration de l'entreprise depuis 1975. Sur la site des Eaux claires (quartier de Grenoble), l'effectif est passé de 1 200 à 700. P.U.K. à qui appartenait l'usine, se consacrant désormais au nucléaire et à l'aluminium, a « bradé » toute la chaîne tungstène à un trust suédois, Sandvik. Un an après, celui ci annonçait la fermeture de l'usine de Grenoble.

Après un an de manifestations hebdomadaires, des entrevues multiples avec Dubedout, maire de Grenoble, Mermaz, Auroux... chacun promettant de s'occuper personnellement de notre problème, on apprenait qu'un accord était signé fin 1982 entre le gouvernement, PUK et Sandvik, prévoyant 460 suppressions d'emplois. Les syndicats de l'entreprise ayant fait appel aux travailleurs pour « mettre au point des initiatives visant à faire pression sur les pouvoirs publics », on a eu l'idée de proposer la présentation d'une liste aux municipales. On l'a soumise a la CGT, à la CFDT, et même à la CGC... ils n'ont subitement plus eu envie du tout de faire pression sur les pouvoirs publics. Aujourd'hui, les syndicats ne font plus rien.

• Le combat électoral vous paraît-il le meilleur choix pour réunir tous ceux qui veulent soutenir votre lutte ?

— **Régis** : Ce n'est pas de gaité de cœur qu'on a fait ça... Au départ on a fait une pétition qui a circulé sur le projet de cette liste, elle a recueilli 100 signatures. Puis on a sorti un tract. Le PC nous a aussitôt accusés de « nous lancer dans une voie sans issue, puis de faire le jeu de la droite ». Mais ceux qui sont sur notre liste veulent dire : « Ça va mal. Voilà ce qui se passe, voilà ce que sont ces fameuses restructurations, voilà ce que valent les promesses de la gauche. » Mauroy et Dubedout nous avaient promis qu'il n'y aurait plus de licenciements si la gauche était élue.

— **Robert** : Tous les travailleurs ont intérêt à voter pour notre liste. Les problèmes qui se posent dans notre boîte vont se poser dans beaucoup d'autres entreprises à Grenoble et il faut montrer qu'il y a une force qui en a ras l'bol de la gauche qui fait la politique de la droite, ras l'bol du chômage, et ras l'bol des licenciements.

• Les militants de la LCR sont venus vous voir, il y a quinze jours, pour vous proposer de constituer une liste commune dans laquelle chaque composante conserverait son indépendance d'expression. Qu'en avez-vous pensé ?

Régis : On a toujours dit qu'on était au-dessus de tous les partis. Et lorsque la LCR a fait son tract, le PC nous est tombé dessus en disant : « C'est ça votre indépendance ! Regardez l'extrême gauche qui vous récupère, c'était prévisible depuis le début. » Déja qu'il y a des pressions énormes du PC et du PS pour que les travailleurs ne soutiennent pas notre liste, votre tract a failli tout faire capoter. Si la LCR a l'impression qu'on dit la même chose, c'est tant mieux. Si ça vous gêne qu'il y ait deux listes, vous n'avez qu'à vous désister pour la nôtre.

• Qu'allez vous donner comme consigne au second tour ?

— On attendra les résultats du premier. Mais en attendant, on a besoin d'argent pour soutenir notre campagne. Et si *Rouge* nous rend un service, ce sera de publier notre numéro decompte, CCF, « solidarité Eurotungstène », 105 39 61 Gustave Rivet, Grenoble.

PCF : changer où pas ?

LES arguments les plus biscornus fleurissent à nouveau, dans la presse locale du PCF, pour ressasser le même refrain : les listes LCR-LO *« font le jeu de la droite »*.

« Une liste qui fait venir des individus de toute la région parisienne sur nos marchés, dans nos cités, pour dénigrer nos élus de Vitry. Une liste qui n'a pas d'électeurs mais beaucoup d'argent pour les affiches. », lit-on dans *Regard sur Vitry*. Sans commentaire.

« Pour qui roulent-ils ? » se demande *la Voix populaire de Gennevilliers*. *« La liste La voix des travailleurs contre l'austérité est conduite notamment par Gérard Vidal, responsable de la CFDT chez Chausson... Comment prétendre agir contre l'austérité au plan politique alors qu'on appartient à la CFDT qui prône par la voix d'Edmond Maire une nouvelle rigueur économique ? »* La réponse est simple, camarades du PCF : en organisant la lutte des travailleurs, comme Gérard Vidal ces dernières semaines avec ses camarades de travail, pour arracher des augmentations de salaires au patron Chausson ! Contre la politique d'austérité salariale décidée par le gouvernement d'ailleurs, ministres PCF compris ! *« Le mot rigueur ne nous fait pas peur »*, déclarait récemment G. Marchais. Accordons aux camarades de la *Voix populaire* le mérite de se poser, parfois, quelques questions de bon sens : *« Certains de nos concitoyens*, lit-on dans leur papier à propos de nos listes, *peuvent s'apprêter à voter pour l'une de ces listes, pensant que, ma foi, le gouvernement issu du 10 mai ne va pas assez vite, que le changement se fait attendre. »* Comme vous dites ! Au passage, pour les camarades de *la Voix populaire*. Qui donc a écrit : *« Que l'on ne nous demande pas — comme le fait actuellement le parti socialiste — de souscrire à une politique, qui parce qu'elle ne prévoit pas les moyens du changement, conduirait à poursuivre la politique du capital. Cela, nous n'y consentirons jamais. ce serait frustrer les travailleurs des changements qu'ils attendent. Ce serait les conduire à de graves désillusions... ce serait très grave. »* Gérard Vidal ? Alain Krivine ?... Non, Charles Fiterman en 1977 dans une revue du PCF, *Economie et Politique*. *« Changer ou pas ? »*, c'était le titre de son article.

La volonté de changement des travailleurs n'a pas changé en tout cas. Pas plus que les propositions de nos listes pour le changement. Tout votre problème est là, camarades du PCF !

Concluons : nos listes sont composées de travailleurs connus pour leur attachement à la lutte sans répit contre la droite ! La loi électorale que vous avez votée donne plutôt des sièges à la droite qu'aux listes minoritaires de gauche au-dessous de 5 % ! Et la droite se réjouit des prochains plans d'austérité du gouvernement, pas nous. Et vous ? Laissez, enfin, votre « coup droit » en poche, lorsque certains d'entre vous croisent nos colleurs d'affiches. Ce serait un premier pas, vers le changement.

M. M.

Nanterre, mercredi 2 mars, 10 h 45.

Quatre militants de la LCR collaient, aux abords de la station de RER Nanterre-Université, des affiches de la liste « La voix des travailleurs contre l'austérité » soutenue par LO et la LCR. Un groupe de sept militants collaient, eux, des affiches pour la liste conduite par le maire sortant Yves Saudmont (PCF) ; ils prennent nos camarades à partie et commencent à arracher leurs affiches. Devant les protestations des militants LCR et d'usagers du RER, un des colleurs de la liste Saudmont agresse Michel Calves, candidat de la liste « La voix des travailleurs », avec un bombe lacrymogène. Une agression semblable avait déjà eu lieu en 1981 au soir des présidentielles. De tels incidents ne font certes pas progresser le débat politique. Les sections de Nanterre de LO et de la LCR s'élèvent vigoureusement contre ce genre de pratique.

La position de la LCR

Des travailleurs de l'usine Eurotungstène se présentent aux municipales. Les camarades de la LCR leur ont proposé la fusion des deux listes : « Solidarité Eurotungstène » et « La voix des travailleurs contre l'austérité », chacun gardant sa liberté d'expression, mais tous joignant leurs voix, « afin que cela change vraiment ».

Le refus des camarades repose à notre avis sur deux divergences d'appréciation importantes, avec nous :

— Ils cantonnent leur refus de la politique d'austérité au cas d'une entreprise, quand ce sont tous les travailleurs de ce pays qui la subissent.

— Ce n'est pas leur lien éventuel avec la LCR et LO qui les exposerait aux attaques des partis de gauche, mais leur ferme condamnation des conséquences de la politique d'austérité, dans leur entreprise, qui leur attire le tir croisé de ceux qui mettent en œuvre cette politique à l'échelle du pays, le PCF notamment.

Pour leur part, les camarades de la LCR Grenoble avancent l'exemple d'Eurotungstène dans leur campagne, en revendiquant l'expropriation du trust Sandvik, le rattachement à PUK nationalisée, le maintien intégral de l'emploi sous contrôle ouvrier.

Correspondante

Saint Denis (93)

A Saint-Denis, Annie Rieupet pour LO et Alain Krivine pour LCR conduisent la liste « la voix des travailleurs contre l'austérité » (28 % de femmes, une majorité de salariés dont six ouvriers, vingt-sept employés, agents techniques, instituteurs, des chômeurs, des jeunes).

Saint-Denis, une ville de la banlieue ouvrière parisienne, avec 6 000 demandes d'emploi non satisfaites à l'ANPE, une population active de 50 000 personnes ; c'est aussi, depuis longtemps, un bastion du PC. Aux municipales de 1977, la droite atteignait péniblement les 25 %.

A gauche, trois listes en présence : celle présentée par le PC, le PS et le PSU, celle du PCI, et enfin « la voix des travailleurs contre l'austérité ».

Le 24 février, 150 personnes sont venues débattre avec la LCR et LO. La veille, 200 personnes assistaient au meeting de la gauche. Dans la salle, beaucoup de travailleurs, de Jeumont Schneider, du foyer Sonacotra Romain Rolland, du centre de tri de La Plaine, des communaux, et aussi de nombreux lycéens et enseignants.

Après les présentations d'Annie Rieupet et d'Alain Krivine, un temps de parole fut donné à une militante de l'Union des résistances populaires : cette organisation appelle à voter pour la liste « la voix des travailleurs contre l'austérité » au premier tour, et pour l'union de la gauche au second.

C'est un employé communal qui ouvrit le débat : *« On vote tout le temps, mais on voit que ce sont toujours les patrons qui ont le pouvoir. Alors, quelle voie, quelle alternative pour les travailleurs ? »* Un autre camarade faisait écho à cette préocupation : *« la solution aujourd'hui, c'est que les travailleurs d'Aulnay, de Citroën, gagnent malgré la politique du gouvernement. Il faut que les travailleurs reprennent confiance. Ces élections pour nous doivent être une tribune pour dire ca. »*

Une militante des JCR dressait un bilan sévère de la polititique du gouvernement envers la jeunesse : *« L'armée ne peut pas être la solution au chômage des jeunes, elle ne peut se substituer à une véritable formation professionnelle. Elle ne peut que leur apprendre le sexisme et à briser les grèves. »*

Un militant de l'AMF dénonçait la campagne raciste de la droite contre les jeunes immigrés associés à la délinquance, ce thème étant repris par la gauche : *« A propos de la sécurité, le seul problème qu'il y ait depuis des mois, c'est celui de la sécurité des jeunes immigrés qui se font descendre dans la banlieue lyonnaise et parisienne ! »*

Le débat entamé, Alain Krivine invitait chacune, chacun des participants à poursuivre la discussion partout, dans les quartiers, sur les lieux de travail. *« Pour les luttes, pour que les travailleurs reprennent confiance, il n'est pas indifférent que notre liste fasse un bon score. Il y a de nombreux militants de la CFDT et de la CGT qui se posent des questions, qui sont désorientés par la politique de leurs directions. Par rapport à ceux-là, c'est également important. »*

A Saint-Denis, des camarades se sont fait agresser par des militants du PC alors qu'ils collaient des affiches. D'autres camarades ont été bousculés, insultés, frappés lors d'une distribution de tracts, à l'entrée du meeting de la liste d'union de la gauche.

Mais de telles méthodes passent mal dans le mouvement ouvrier aujourd'hui ! Dans le meeting même, plusieurs interventions ont réprouvé ces agissements et ont demandé que les tracts puissent être distribués librement.

Bobigny (93)

BOBIGNY, chef-lieu de la Seine-St-Denis, trône dans ce département avec sa préfecture de béton noir. C'est aussi la ville de la région parisienne où les habitants se déclarent les plus insatisfaits de leurs conditions de vie, selon la récente enquête de *Libération*.

Le 24 février, J.-L. Gaillard, travailleur de Roussel-Uclaf, pour LO, et D. Berraud, éboueur, employé à l'OPHLM de Bobigny, pour la LCR, présentaient la liste « la voix des travailleurs contre l'austérité » devant un préau d'école bien rempli. 70 personnes, une salle chaleureuse et attentive composée de travailleurs du centre de tri, de la santé, d'employés de la DASS, de la Sécurité sociale, des communaux, des enseignants... J.-L. Gaillard dresse un panorama de la situation de la commune : *« un chômage important, particulièrement chez les jeunes, la phobie de l'insécurité »* y pousse comme les champignons des prés au printemps...

« Cette situation n'est pas du ressort de la commune strictement comme voudrait le faire croire la droite qui mène une campagne forcenée contre la gestion de gauche. Nous ne voterons pas pour la droite. Mais ce que nous reprochons aux élus locaux, c'est de ne pas dénoncer la politique de droite que fait le gouvernement. », ajoutera le camarade de LO.

Il faut dire que le maire de Bobigny, Valbon, militant communiste et P. D.G. des Charbonnages de France, est aux premiers rangs de ceux qui appliquent la politique d'austérité contre les travailleurs des mines, actuellement en grève à Carmaux ! (voir p. 9)

La discussion s'engage sur la portée de ces élections municipales, l'intérêt pour les révolutionnaires de s'y présenter. *« Pourquoi la LCR appelle-t-elle à voter pour les listes d'union de la gauche au second tour alors qu'elle critique la politique d'austérité que cautionnent ces partis ? »*

« Les travailleurs ne doivent pas faire les frais de la trahison de leurs dirigeants. Si la gauche enregistrait un recul important, la droite serait plus arrogante. Barrer la route à la droite, c'est aussi la signification du vote au second tour. Il ne faut pas oublier que la victoire du 10 mai a créé les conditions de la lutte des travailleurs immigrés à Aulnay », répondait A. Krivine.

LO - LCR : agir et débattre ensemble

UNE nouvelle fois, à l'occasion de ces élections municipales, LO et la LCR ont mené campagne commune. Ce qui est très positif. Car cela témoigne qu'il existe entre nos deux organisations et des positions politiques communes et un même volonté d'agir unitairement.

Cela ne veut pas dire que les divergences entre nos deux organisations, qui expliquent leur existence séparée, soient surmontées. Mais cela veut dire un pas supplémentaire dans l'unité. Et donc des possibilités nouvelles pour aller plus loin. Notre objectif commun étant la construction du parti révolutionnaire dont la classe ouvrière a besoin.

Mais pour aller plus loin dans l'unité, il est nécessaire d'approfondir le débat. Les actions communes y aident. Ainsi, dans le cadre de cette campagne, nous avons surtout discuté de nos consignes de vote différentes.

Comme le signalent les camarades de LO dans un article du dernier numéro de *Lutte de classe* qui reprend cette question, il est vrai que derrière ce désaccord il n'y a pas que des questions tactiques.

Deux questions générales qui ne font pas divergence

Ainsi en est-il de la question de la nature du gouvernement. Tout comme nous, LO caractérise le gouvernement Mauroy comme un gouvernement bourgeois : il conserve les institutions de la Ve République, défend la propriété privée des moyens de production, obéit à la « loi du profit », veut imposer aux travailleurs les conséquences de l'unité nationale au service de la « compétitivité » du capitalisme français. Avec une telle orientation, de tels choix, le PS et le PC ne peuvent mener autre chose qu'une politique au service de la bourgeoisie.

Mais cela comporte une contradiction, sur laquelle l'article de *Lutte de classe* met le doigt : Mitterrand, Jospin, Mauroy sont des *« ennemis des travailleurs, des ennemis qui pourront aller de l'avant, peut-être, sous la pression, mais qui resteront fondamentalement au service de la bourgeoisie »*. Tout est là en effet : la politique du gouvernement s'oppose aux intérêts des travailleurs, mais ce gouvernement bourgeois est d'un genre un peu particulier : ses relations avec la classe ouvrière le rendent sensible à « la pression » des luttes.

Nous ne pensons pas que LO tire toutes les conséquences de cette contradiction, décisive aujourd'hui.

En revanche, bien sûr, il n'y a pas divergence avec les camarades de LO lorsqu'ils disent qu'ils sont soucieux de ne pas entretenir d'illusions électoralistes. Et c'est bien parce qu'il n'y a pas de divergence sur ces questions que nous nous fixons le même objectif : la construction d'un parti révolutionnaire des travailleurs.

Des désaccords plus immédiats

Les désaccords commencent lorsque les camarades de LO définissent ce que doit être le rôle des révolutionnaires à partir de ces seules questions d'ordre stratégique. *« Notre tâche*, écrivent-ils, *est d'expliquer aux travailleurs que, même avec leur étiquette de gauche, les ministres ''de gauche'' sont des ministres bourgeois, au service des capitalistes, et qu'être solidaire des partis de gauche qui soutiennent le gouvernement, c'est être solidaire d'un gouvernement au service de la bourgeoisie. »*

Il faut, en effet, expliquer cela pour gagner des travailleurs aux idées révolutionnaires. Mais, par rapport à la majorité de la classe ouvrière, aux millions de travailleurs qui conservent leur confiance dans le PS et le PCF, les révolutionnaires n'ont-ils que cela à dire ? Ne doivent-ils pas avancer des propositions immédiates susceptibles d'être comprises et reprises à leur compte par ces travailleurs ? Ne devons-nous pas le faire en commun dans les seuls cadres de front unique permanent, les syndicats ? Ne devons-nous pas y combattre la politique des directions réformistes soumettant les syndicats à la politique du gouvernement ? Et cela oblige à prendre en compte les contradictions de la situation concrète.

Les enjeux de la situation présente

Ainsi, les révolutionnaires peuvent-ils dire qu'ils se désintéressent du résultat des élections municipales ? Dans l'article de *Lutte de classe*, les camarades de LO répondent par l'affirmative. Nous ne sommes pas d'accord.

Les camarades de LO commettent, nous semble-t-il, deux erreurs.

Le première est de ne pas prendre en compte un fait d'évidence : pour les travailleurs de telle ou telle ville, il n'est pas indifférent que la municipalité tombe entre les mains des forces qui sont les agents directs du patronat, ou qu'y soient majoritaires les partis qui se revendiquent des intérêts de la classe ouvrière. Le croire, ce serait une attitude qui conduirait à confondre ce que représente devant les travailleurs tel dirigeant socialiste ou communiste, quel qu'il soit et quelle que soit sa politique, avec un patron, son mandataire direct, un promoteur immobilier, voire un fasciste, comme il y en a un lot sur les listes de droite. Ce serait surtout ne pas comprendre que, pour la majorité des travailleurs, l'attitude qui consiste à renvoyer dos à dos la gauche et la droite ne peut être que totalement incompréhensible.

La seconde erreur est de ne pas voir que la droite utilisera une éventuelle victoire aux municipales comme tremplin pour accélérer son retour au pouvoir. Tel est le véritable enjeu de ces élections.

Les camarades de LO minimisent cet enjeu lorsqu'ils expliquent en parlant du patronat et de la bourgeoisie : *« En profiteront-ils pour augmenter l'exploitation des travailleurs dans les usines, pour réclamer au gouvernement de prendre encore plus de mesures anti-ouvrières ? Non. La bourgeoisie a moins de préjugés électoraux que la classe ouvrière. »*

Bien sûr, la bourgeoisie, si ses représentants sont majoritaires, accentuera son offensive contre les travailleurs. Et si, demain, ils reviennent au gouvernement, il est certain qu'elle utilisera à plein cette victoire et tous les éléments de démoralisation parmi les travailleurs : le contexte de crise l'y oblige ; la défaite que signifierait la faillite de l'expérience engagée le 10 mai 1981 l'y autoriserait.

En présentant ensemble les listes **La voix des travailleurs contre l'austérité**, nous proposons, pour battre la droite, une autre voie que celle du soutien au PS et au PCF. Mais, en participant à ces élections, nous nous faisons entendre de centaines de milliers de travailleurs qui ne partagent pas nos idées. Par rapport à ces travailleurs, nous n'avons pas le droit de laisser entendre que nous nous désintéressons du résultat final, qu'entre la droite et la gauche nous ne choisissons pas.

Francis Sitel

Droite et extrême droite
Comme une odeur d'égouts

• RPR et Front national exploitent le même thème: la chasse aux immigrés

DANS cette campagne pour les élections municipales, certains ne cachent pas leurs objectifs. Les fascistes du Front national sont de ceux-là. Le Pen, leur caudillo, mène dans le 20e arrondissement de Paris une campagne à l'américaine centrée sur un thème unique : *« Immigrés = chômage = insécurité »*.

Celui qui, il faut le rappeler, fut en son temps condamné à la suite de l'édition d'un recueil de chants hitlériens, tente de faire vibrer la corde de l'insécurité : *« Attaques de commercants, cambriolages, logements squattérisés, agressions de personnes âgées et de passants, vols de voitures, violences dans la rue et dans le métro, attentats terroristes se multiplient au point d'imposer un véritable couvre-feu de la peur. »*

Son programme est, dès lors, des plus simples : *« Expulser les étrangers qui violent nos lois* (...) *réduire drastiquement la masse totale des immigrés* (...) *dont l'entretien pèse de façon écrasante sur le budget de la France. Faute d'une telle politique, appuyée par des mesures énergiques en faveur des familles françaises, la France sera progressivement envahie et colonisée par la marée démographique du tiers monde. »*

La ficelle est grosse et a, hélas, déjà beaucoup servi. Après l'holocauste nazi, à un moment où reviennent à la surface les crimes du SS Barbie, il est particulièrement malaisé de désigner à la vindicte publique, comme on le faisait jadis, la *« juiverie internationale »*. Mais il n'y a aucune difficulté à trouver d'autres boucs émissaires en la personne des centaines de milliers de travailleurs étrangers, arabes et maghrébins en particulier. Le Pen et ses semblables tentent de regrouper autour de leur sigle toute la racaille fascisante de ce pays.

Mais, au-delà, ils s'efforcent d'exploiter le sentiment d'insécurité que fait naître la crise économique dans les catégories populaires les moins protégées et souvent les moins organisées par le mouvement ouvrier. La peur et l'angoisse devant un avenir qui paraît de plus en plus bouché peuvent offrir une nouvelle perspective à l'extrême droite.

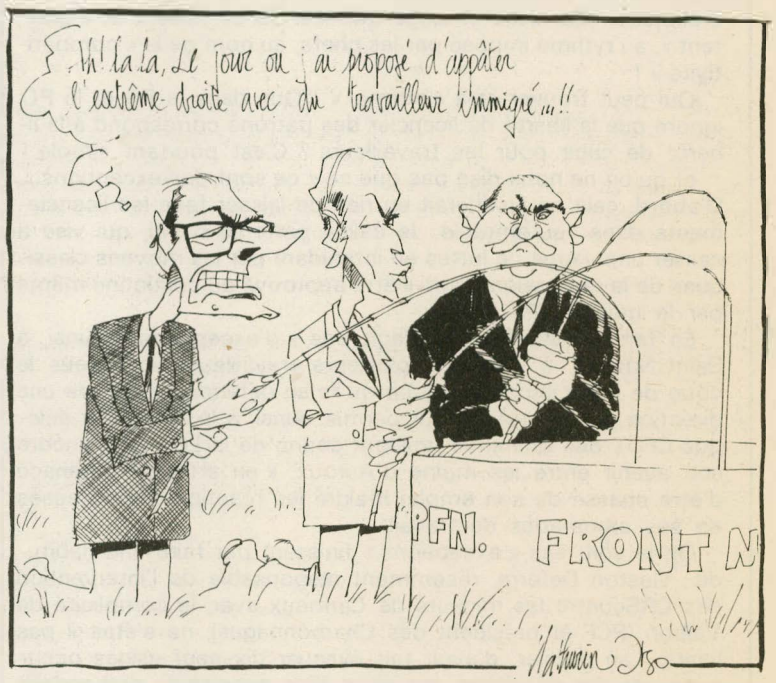
Ce n'est nullement un hasard si le Front national centre sa campagne sur Dreux — municipalité socialiste où il a recueilli 12,6 % et 9,6 % des voix aux dernières élections cantonales, grâce notamment au vote de certaines couches sous-prolétarisées — et sur le 20e arrondissement de Paris — où la politique d'urbanisation de la bourgeoisie a concentré une grande partie de la population immigrée.

De Le Pen à Juppé...

Ce qui pourrait n'être que le discours de nostalgiques d'un ordre qu'on voudrait à tout jamais révolu est aujourd'hui d'autant plus dangereux qu'il tend à devenir dominant dans la campagne de toute la droite. Et pas seulement dans les cas où, comme à Dreux, des fascistes figurent sur les listes de l'opposition. Dans le 20e arrondissement de la capitale, face à Le Pen, Didier Bariani, candidat « Union pour Paris » (dont le chef de file est Chirac), centre lui aussi sa campagne sur l'immigration. A tel point que *le Quotidien de Paris* du 16 février se voyait obligé de constater : *« Dans l'esprit de Didier Bariani, l'idée de délinquance est manifestement liée à celle d'immigration. »*

Le président du Parti radical n'hésite pas à utiliser la menace : *« Nous serons sans complaisance à l'égard de ceux dont la présence et l'action menacent l'harmonie et la tranquillité de nos quartiers. »* Notons que ce n'est plus seulement aux délinquants que s'adresse Bariani, mais à tous ceux *« dont la présence »* détruit *« l'harmonie »* des quartiers parisiens. En raison de la couleur de leur peau ?

Dans le 18e arrondissement voisin, c'est le bras droit du chef du RPR, Alain Juppé, qui reprend à son compte des thèmes en tous points similaires à ceux de Le Pen. Assimilation abusive ? Qu'on en juge par ces quelques extraits d'*Espoir 18*, la feuille locale des chiraquiens : *« Dans certains quartiers de nos grandes villes* (...) *la densité d'étrangers par rapport à la population française est trop forte* (...). *Le lien de plus en plus évident entre l'immigration clandestine, d'une part, la délinquance et la criminalité, d'autre part, ne fait qu'aggraver les tensions. »* Juppé préconise donc d'*« arrêter les entrées d'étrangers »*, de *« ne plus tolérer sur notre territoire ceux qui en bafouent ouvertement les lois »*. Le rédacteur du programme économique du RPR s'inquiète également du *« très fort accroissement démographique des pays sous-développés »* et lance ce cri d'alarme : *« Sait-on que les pays du Maghreb, par exemple, compteront, à la fin du siècle, cent millions d'habitants ? »*



On aurait tort de ne voir là que des bavures. Pour *« regagner la France ville par ville »*, la droite doit *« ratisser large »*, souder une base qui vibre traditionnellement aux thèmes anticommunistes et xénophobes. Ses projets de régression sociale supposent, en outre, d'approfondir la division parmi les travailleurs. Comment mieux y parvenir qu'en développant l'idée selon laquelle la crise économique n'est nullement le produit de l'anarchie capitaliste, mais la conséquence d'une surabondance de main-d'œuvre sur le marché du travail ? Partout en Europe, à commencer par la RFA et la Belgique, les bourgeoisies ont, dans ce but, lancé une violente offensive contre les travailleurs étrangers.

La campagne électorale en cours est, de ce point de vue aussi, un révélateur. N'est-il pas temps d'en prendre conscience ?

Christian Picquet

DIS-MOI QUI TU PROTEGES...

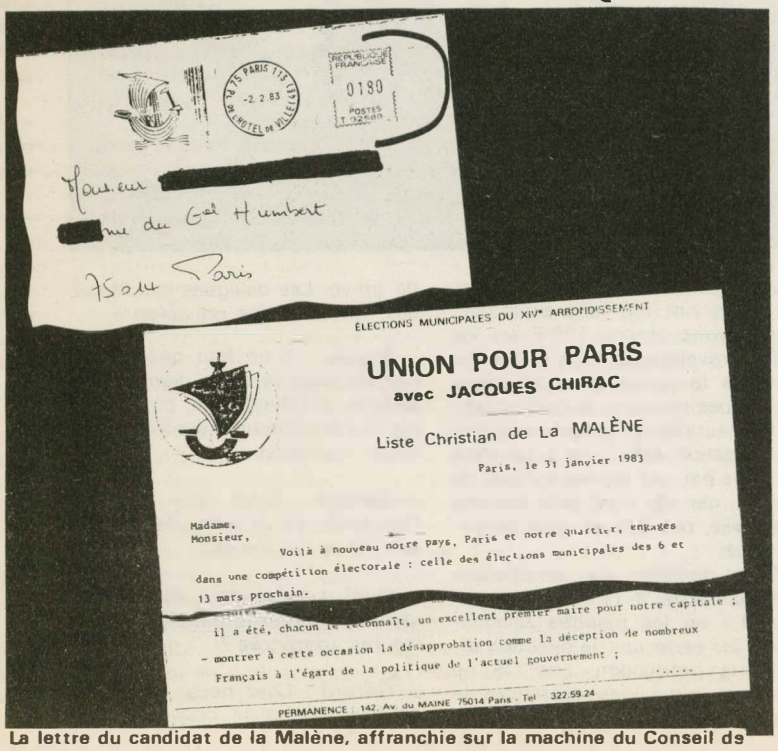
Dans plus d'une dizaine de villes de France des militants de groupes fascistes figurent sur les listes du RPR et de l'UDF. Le cas le plus connu est Dreux où Jean-Pierre Stirbois, dirigeant national de l'organisation de Le Pen, occupe la seconde place sur la liste du gaulliste Fontanille

En général, les chiraquiens se sont montrés discrets sur ces alliances peu reluisantes. Le maire de Paris les démentait même carrément, avec un bel aplomb, le 30 janvier au Club de la presse d'Europe 1 : *« Je n'ai, pour ce qui me concerne, aucune espèce de contacts avec un mouvement qui se réfère à des principes que je condamne. »*

Certains de ses amis n'ont pas les mêmes pudeurs. A Niort, le RPR Alain Garcia, qui dirige la liste unitaire de l'opposition, se félicite même de l'accord passé avec les nazillons du Parti des forces nouvelles qui, selon lui, *« n'est pas un parti activiste et qui n'a pas commis, par exemple, d'attentats »*. Dans une interview accordée le 18 février au quotidien local *la Nouvelle République*, il va jusqu'à affirmer : *« Ma colistière est Française et Niortaise, au même titre que les candidats communistes. Mais elle n'a jamais pris, elle, contrairement aux communistes, position pour des tyrans. »*

On appréciera le brevet de démocratie donné à un groupe qui n'a jamais dissimulé son admiration pour l'Espagne franquiste ou pour le Chili de Pinochet. Pas étonnant au fond, pour le représentant d'un parti qui compte dans ses rangs, un Papon qui mit comme on sait ses talents au service de l'occupant hitlérien. Quant aux méthodes, les utilisateurs de la faculté d'Assas à Paris, ont pu les apprécier.

MAIRIE DE PARIS
Détournements (de fonds) en tout genre



La lettre du candidat de la Malène, affranchie sur la machine du Conseil de Paris.

DETOURNEMENT est un mot qui convient décidément tout à fait pour caractériser les magouilles — grandes et petites — des amis de Chirac.

Dans nos deux derniers numéros, nous avions révélé la façon dont plusieurs candidats « Union pour Paris » avaient utilisé le fichier de l'Office d'HLM de Paris à des fins électorales et en violation de la loi. *Libération* du 1er mars démontre à son tour que le RPR a recours à des pratiques identiques à Nantes. Dans ce dernier cas, c'est le fichier informatique des employés municipaux qui a été piqué au profit du candidat de l'opposition, Michel Chauty.

Pour *« regagner la France ville par ville »*, comme elle dit, la droite a besoin de beaucoup d'argent. Une façon de s'en procurer, c'est de faire appel aux généreux mécènes du CNPF. L'autre, c'est de taper dans les caisses publiques. Un avocat parisien vient d'assigner Chirac en justice pour ce dernier motif.

Il lui reproche de faire subventionner une association privée, l'Association pour l'information municipale, dont le président n'est autre... que le président du RPR. Cette association édite un luxueux magazine, *Ville de Paris*, qui fait l'éloge de l'action du maire, et que de nombreux Parisiens ont pu découvrir récemment dans leur boîte à lettre . Le mois dernier, pour mieux répondre au besoin d'expression de monsieur le maire, cette revue a été tirée à 800 000 exemplaires. A ce chiffre, il faut ajouter les 700 000 *Villages de Paris*, tout aussi luxueux, que les amis de Chirac distribuent gracieusement dans tous les arrondissements.

En principe, rien à redire, puisque c'est un organisme privé qui assume la responsabilité de la publication de ce matériel aux objectifs électoraux à peine dissimulés. Reste que ce sont les contribuables de la capitale qui financent indirectement l'opération. Reste aussi que tout cela se fait en infraction d'une circulaire de 1975 qui fait obligation à toute association recevant de l'argent d'organismes publics de rendre des comptes audit public. Et le plus drôle, c'est que l'auteur en est Jacques Chirac, alors Premier ministre.

En matière d'utilisation de fonds municipaux, nous sommes aujourd'hui en mesure d'apporter une nouvelle pièce à un dossier qui ne cesse de s'épaissir. Christian de la Malène, premier adjoint du maire et candidat dans le 14e arrondissement, s'est adressé le mois dernier, par lettres individuelles, à certains électeurs de sa circonscription. Jusque-là, rien que de très naturel. Le hic, c'est que ce courrier a été affranchi sur les machines dont dispose le Conseil de Paris (la reproduction ci-contre de l'enveloppe en fait foi). Ce que le contenu de la missive ne justifie nullement puisqu'il s'agit d'une vulgaire lettre-circulaire de présentation de la liste chiraquienne. Rappelons que M. de la Malène était déjà de ceux qui avaient mis « à contribution » cet autre organisme public qu'est l'Office d'HLM.

Il n'est décidément pas de petits profits. Pour garder Paris, tous les moyens sont bons.

C. P.

NON A LA REPRESSION !

A Renault-Flins, à Citroën-Aulnay, les directions veulent licencier des délégués syndicaux, des délégués du personnel, des travailleurs combatifs. Au nom de la liberté d'exploiter. Car celle-ci exige que les OS se taisent et « grattent », au rythme imposé par les chefs, au nom de la « compétitivité » !

Qui peut trouver cela « normal » ? Qui, dans le PS et le PC, ignore que la liberté de licencier des patrons correspond à la liberté de subir pour les travailleurs ? C'est pourtant simple !

et qu'on ne nous dise pas que ce « ce sont des exceptions ». D'abord, cela ne justifierait en rien de laisser faire les licenciements dans l'automobile : le calcul patronal banal, qui vise à casser une vague de luttes en intimidant par les moyens classiques de la répression, peut-il être approuvé ou cautionné même par la majorité PS-PC ?

En fait, d'ailleurs, il ne s'agit pas « d'exceptions ». Ainsi, à Saint-Nazaire, à Alsthom, plusieurs travailleurs sont sous le coup de licenciements : parce qu'ils se défendaient contre une direction qui se croyait tout permis. Ainsi, à la Ciotat, un délégué CFDT des Chantiers, militant connu de la LCR, voit encore son avenir entre les mains d'Auroux, « en attente », menacé d'être chassé de son emploi malgré les réactions nombreuses de ses camarades de travail.

On le voit, ces « exceptions » finissent par faire une habitude : Gaston Deferre, récemment responsable de l'intervention des CRScontre les mineurs de Carmaux avec la complicité de Valbon (PCF et président des Charbonnages), ne s'était-il pas vanté, l'an dernier, d'avoir fait évacuer dix-neuf usines occupées par des grévistes, sur vingt-cinq expulsions demandées par des tribunaux ?

Cette répression, camarades du PC et du PS, fait système : quand « ça bouge trop » aux yeux des patrons, ils forcent le gouvernement à « choisir ». Et leur chantage, visiblement, paye.

Le patron de Citroën ou celui de Renault ne sont pas les derniers à le savoir.

Voilà où mène la politique de la majorité, à la recherche d'une bonne entente avec le patronat !

Cela est insupportable : parce que cela l'était déjà avant le 10 mai, comment l'accepter sans réagir aujourd'hui ?

Ces faits, à nos yeux, sont la conséquence d'une politique qui tourne le dos aux revendications ouvrières. Comment ceux-là mêmes qui ne partagent pas nos orientations dans les luttes pourraient-ils accepter que la majorité actuelle réprime et licencie les militants ouvriers ? Voilà la question que nous posons et poserons inlassablement à tous les travailleurs, à tous les militants ouvriers. Au nom de la plus élémentaire solidarité de classe.

P. R.

FLINS-AULNAY :

Toujours les menaces de licenciements

•Nombreuses prises de position en faveur de la solidarité

DANS un tract diffusé à Flins le lundi 28 février, la section CFDT fait clairement le point de la situation : *« Tout le monde a intérêt, travailleurs français comme immigrés, à ce qu'il n'y ait pas de licenciements. »* Elle précise les tâches des jours qui viennent, dans cette usine : *« Les travailleurs n'admettront pas que la Régie Renault se venge des grèves qui se sont déroulées. Tout le monde a bénéficié des luttes des travailleurs de la peinture, du centre livreur, de la tôlerie R5... de janvier et février 1983. Tout le monde est donc concerné. »*

La CFDT de Flins en appelle aussi à une lutte unifiée contre les licenciements : *« A Flins, comme à Aulnay, le patronat de l'automobile veut frapper les luttes des travailleurs (...) Il faut s'y opposer. »* Elle *« est prête à soutenir toute initiative commune des organisations syndicales CFDT et CGT au niveau régional parisien contre l'ensemble des licenciements ».*

Unité

Ces quelques phrases, dans l'une des deux usines directement concernées par la répression, sont une réponse nette à la direction nationale de la fédération métallurgie de la CFDT : celle-ci était prête à « lâcher » ceux d'Aulnay à condition qu'il y ait la levée des poursuites contre ceux de Flins. CFDT contre CGT...

Même engagement unitaire et même désaveu des diviseurs à Renault-Sandouville (près du Havre) : à l'appel de la CGT, de la CFDT et de FO, une pétition a rassemblé deux mille cinq cents signatures à la porte de l'entreprise !

Plusieurs syndicats CFDT de la région parisienne, dans le même sens, ont pris position : ils exigent qu'Auroux annonce l'annulation des licenciements et demandent à leur direction régionale de s'engager à préparer une mobilisation assez importante pour obliger les patrons à annuler ces mesures répressives. Nous citions la semaine dernière les votes des travailleurs de la Caisse d'épargne et de divers syndicats de la santé ; il semble bien que le nombre de ces prises de positions soit d'ores et déjà important.

Ces réactions, en tous les cas, ont amené la direction de l'URP (région parisienne de la CFDT) à convoquer une *« réunion régionale d'information et de popularisation des conflits de l'automobile »*, qui devait se tenir le 4 mars.

Levée de tous les licenciements

A Aulnay, où une grève lancée par la CGT a été massivement suivie ce mercredi 2 mars, il semble que la tactique choisie par la direction de la CGT s'oriente nettement vers un abandon de la revendication de réintégration de tous les licenciés. Accepter que les procédures « suivent leur cours », ne pas exiger nettement l'arrêt de toutes les poursuites, cela se présente comme le souci de trouver une tactique « souple » pour ne pas gêner le gouvernement à la veille des municipales.

En réalité, cela ressemble de plus en plus à la volonté de « fatiguer le cheval » : en laissant s'user les réactions de colère devant la répression, la direction confédérale de la CGT permet à la direction et à la CSL de reprendre « du poil de la bête ».

Dans une telle situation, le silence d'Auroux n'est pas « une astuce tactique », ni « le respect des règles » d'on ne sait quel « jeu social ». C'est de la complicité avec les patrons, avec leur répression.

Parmi les nombreuses prises de position, il faut citer aussi une pétition CFDT-CGT lancée par des militants et délégués d'Usinor-Longwy : elle a été envoyée en télégramme au ministre du Travail.

De même, les prises de position des syndicats CFDT et CGT du ministère de l'Urbanisme et du Logement. En revanche, au ministère du Travail, les divers dirigeants du PS, du PC, de la CGT, ont refusé toute prise de position. Résultat, ce fut une pétition, lancée par des militants de la LCR, qui rassembla cent vingt signatures à la cantine.

Dans la région parisienne, citons encore plusieurs syndicats de Finances, du secteur des services, des PTT, de la santé.

CARMAUX

Des CRS contre les mineurs

• Ils sont en grève depuis le 10 février et la direction des Charbonnages leur refuse des embauches

Mercredi 2 mars, à Carmaux : à quatre jours des municipales, nul ne pouvait parier que les bureaux de votes seraient ouverts. Les mairies demeuraient fermées, en solidarité, dans dix-neuf communes.

La veille, à Toulouse, une négociation de cinq heures n'avait presque rien donné : la direction n'avait accepté que 35 embauches « au fond », ce qui est jugé totalement insuffisant par les mineurs en grève depuis le 10.

La journée « ville morte » avait été massivement suivie, marquée par une grande manifestation de 7 à 8 000 personnes. Et une délégation de deux cents ouvriers s'était tenue, saluée entre autres par une délégation de la LCR, devant le lieu des négociations, à Toulouse.

• De nos correspondants.

A Carmaux : au quatorzième jour de grève, des CRS ont été envoyés contre les mineurs qui « retenaient » les trois négociateurs de la direction des Charbonnages de France. Dans la « patrie de Jaurès », ça a fait un choc : l'agglomération, de vieille tradition ouvrière, vote à 80 % pour les partis de l'union de la gauche !

Les « forces de l'ordre » sont cependant venues : la direction des Houillères accepte de négocier sur les salaires et sur la date d'ouverture d'une « découverte » ; mais pas sur les embauches revendiquées. Or, aux yeux des mineurs, — dont il ne reste que 1 000 au fond sur un total de 3 000 salariés — la vraie garantie d'avenir, ce sont des embauches « au fond ».

Cela, à leurs yeux, devrait aller de soi avec l'actuelle majorité.

Mais, malgré les quatorze jours de grève totale, il fallut 25 heures de discussions, — du jeudi 24 à 15 h au vendredi 25 à 16 h —, face au même refus des représentants de la direction. Vu le nombre de chômeurs sur place et la réduction des effectifs de la mine depuis des années, cela apparaissait intolérable. D'où la décision de « les retenir ».

Pour les faire relâcher, les pressions n'ont pas manqué : coup de téléphone de Hug, directeur des Charbonnages, pressions des élus locaux du PC... La réponse du piquet de grève gardant les trois cadres était simple : à une quarantaine, ils étaient mandatés par l'ensemble des grévistes ; il n'était pas question de « les relâcher », puisque la question des embauches n'était pas débloquée.

Quatre cents CRS et gardes mobiles, venus d'Albi (à 15 km), intervinrent à 5 h du matin, le dimanche 27.

Cela créa aussitôt l'unité de tous : les élus, qui étaient réticents devant la réquisition, rejoignaient la colère des travailleurs. Une manifestation massive avait lieu, dimanche après-midi, après le match de rugby. Et une dizaine de mairies annoncaient qu'elles resteraient fermées, par solidarité, jusqu'à ce qu'une solution satisfaisante soit trouvée.

Lundi matin, meeting intersyndical CGT FO CFDT, avec la participation des dirigeants nationaux des fédérations de mineurs. Le secrétaire de la fédé CFDT mineurs, minoritaire localement, lançait la perspective d'un « élargissement de la mobilisation au niveau national » ; ce qui se terminait par un communiqué commun des trois fédérations « appelant l'ensemble de leurs organisations, dans l'unité la plus large, à décider avec les mineurs les formes appropriées (prises de parole, retard aux prises de postes, etc.) »

En fin d'après midi, ce lundi, il apparaissait que la journée de mardi serait marquée par une grève presque totale des ouvriers du pays carmausin, auxquels se rallient les commerçants.

La direction essayait à nouveau de proposer des négociations, sans mettre les embauches à l'ordre du jour et à condition que ce soit loin de Carmaux, à Saint Etienne. Les mineurs, beaucoup plus de mille actuellement aux assemblées générales, repoussaient sans hésitation une telle manœuvre. En effet, les difficultés financières liées à la grève commencent à apparaître, les salaires arrivant à la fin du mois; les mairies ont déjà pris des engagements et le Secours populaire a lancé une collecte nationale...

En fait, le problème est ailleurs, dans les questions politiques soulevées lorsque Valbon (PC et président des Charbonnages) apparaît, tout comme Defferre ministre de l'Intérieur), responsable de l'intervention des CRS. Il y a quelques jours, la LCR était seule à soulever la question de la responsabilité du gouvernement : « A qui fera t on croire qu'un gouvernement de gauche digne de ce nom ne peut imposer sa politique dans une entreprise nationalisée ? » Aujourd'hui, après l'intervention des flics, le PS et le PC ont du mal à affirmer que « c'est une affaire de hauts fonctionnaires encore en place »...

UN TELEGRAMME DE L'INTERSYNDICALE AU GOUVERNEMENT

C'est au gouvernement de prendre ses responsabilités. Forte de ce sentiment largement partagé, l'intersyndicale CGT, FO, CFDT, a donc envoyé un télégramme au gouvernement : pour lui demander de débloquer la négociation sur les embauches.

Le PS et le PC n'avaient ils pas affirmé qu'ils voulaient « une nouvelle politique charbonnière » ? Eux qui, aujourd'hui, laissent répéter par toute la presse que « cela n'est pas rentable »... ? Qui, d'ailleurs, peut faire confiance aux calculs technocratiques sur ces problèmes ? Qui, parmi les travailleurs, a pu constater un changement politique décisif, même s'il est élémentaire : le renvoi des hauts fonctionnaires giscardiens et gaullistes des Charbonnages, accompagné d'un débat public sur une nouvelle politique énergétique en France ?

Est-il supportable que, deux ans après le 10 mai, *« le continuité »* soit toujours aux postes de commande ?

Premier bilan : table ronde avec 4 militants ouvriers de l'automobile

Nous avons demandé à quatre camarades, de Chausson-Gennevilliers (Gérard, CFDT), de Citroën (Lahcen, CGT), de Renault-Flins (Adrien, CGT et Pierre, CFDT) de donner les éléments principaux des dernières grèves dans leurs usines.

Leurs propos concernent à la fois les grèves sur les salaires de janvier et la situation aujourd'hui après la répression qui s'abat sur les délégués et les immigrés.

• Y a-t-il eu conscience, dans les grèves de janvier, que les revendications heurtaient de front la politique salariale du gouvernement ?

— **Gérard** : Par rapport au gouvernement, les réactions étaient différenciées, entre travailleurs francais et immigrés. Le blocage des salaires a été plus ressenti par les immigrés et ceux-ci ont moins hésité à entrer en lutte que les Francais. Les ouvriers francais ont plus intériorisé le fait que faire grève, ce serait mettre en péril le gouvernement de gauche...

— **Pierre** : A Flins, la revendication elle même des 300 F découle d'un compromis. Les grévistes voulaient, au départ, un coefficient supérieur dans le cadre de la grille, 500 ou 600 F en fait ; les 300 F ont été précisés pendant les négociations avec la direction. L'acquis des luttes d'avril montrait qu'on pouvait obtenir l'augmentation des salaires en changeant de coefficient : en 1982, cela a permis l'augmentation de 13 % de la masse salariale ! Au départ, donc, les gars n'avaient pas le sentiment de se heurter aux 8 % du gouvernement. Au contraire : une tentation se faisait jour au début, chez les peintres, de rester dans un même atelier, dans une même catégorie, en espérant ainsi ne pas affronter une résistance plus dure en cas de globalisation.

• C'est un des obstacles à la généralisation du conflit ?

— **Pierre** : Oui, au départ, les peintres pensaient qu'eux seuls pouvaient gagner plus facilement. Si la direction lâchait, alors ce serait un encouragement pour les autres...

La coordination un problème non résolu

— **Gérard** : A Chausson, l'extension se posait entre la fabrication en majorité composée d'immigrés et les professionnels en majorité français. Les immigrés attendent moins des syndicats une consigne pour partir que les Français. Notamment depuis le 10 mai : les professionnels commencent à comprendre que les syndicats soutiennent le gouvernement ; et entrer en lutte dans ces conditions, c'est un gros morceau !

— **Pierre** : Autre problème, à Flins, le lock-out. Les militants CFDT parlaient bien d'étendre la lutte, mais le lock-out vidait l'usine de ses ouvriers. De plus, les chaînes non approvisionnées voyaient des ouvriers déjà arrêtés sans faire grève. D'où une réflexion, souvent entendue en janvier : « attendons que les peintres gagnent pour y aller ; nous, on s'engouffrera dans la brèche... »

— **Adrien** : pour ce problème de la généralisation, la CGT de Flins n'a pas poussé, loin de là. Elle s'est affichée, elle a joué la marque de savonnette, un coup de pub pour dire qu'on y est, c'est tout. »

• Et l'unité syndicale, quelle évolution ? Et pour la démocratie de la grève ?

— **Gérard** : A Chausson, l'affaire est partie avec une intersyndicale CGT CFDT. Au début, quelques militants, puis la CGT s'y est jointe officiellement. Alors apparaissent, pas exactement des délégués de chaînes, mais des ouvriers combatifs, qui sont de fait, dans l'action, des délégués d'ateliers, véritables leaders de la grève. Ils font place par la suite à l'intersyndicale qui continue la mobilisation. Existe parallèlement à cette intersyndicale un comité d'organisation de la grève, dans lequel sont présents des militants de « Lutte ouvrière ». Mais c'est un atout pour la lutte, même s'il n'y a pas eu articulation entre l'intersyndicale et ce comité.

Dans les débats, il n'y a pas eu de remise en cause claire de la politique salariale du gouvernement.

— **Pierre** : A Flins, pendant la grève de janvier, il y avait peu de travailleurs. Mais il faut noter, ce qui devient un acquis, que les délégués des syndicats arrivaient à la table de négociation avec des travailleurs combatifs représentant l'atelier. Comme lors des précédentes grèves, la direction était obligée de les admettre.

L'unité CGT-CFDT ne s'est pas réalisée. Il y a eu en permanence deux discours, sans polémique, sans agression.

— **Lahcen** : A Citroën-Levallois, le problème posé était celui de la

mutation de 500 ouvriers. 15 jours de grève ont été faits pour rien. Nous avons obtenu 120 F sur les 300 F revendiqués. La direction propose le retrait des chômages techniques prévus si la CGT accepte les mutations, ce qu'elle a fait. L'occupation effectuée à Levallois se solde par une reprise sur peu de choses, car elle s'est faite par une magouille, pas par un vote démocratique.

Or, la direction était en position difficile : suite à l'« opération escargot » où les peintres ralentissaient les cadences, la direction arrêtait la production. Les OS ne voulaient alors pas reprendre le boulot sans le paiement des jours de grève. Les délégués syndicaux, eux, ont suivi les grévistes.

— **Pierre** : Il ne faut pas oublier l'aspect « grève de la dignité » là-dedans. A l'électrolyse, par exemple, où l'encadrement avait une tradition répressive.

— **Gérard** : C'est vrai aussi à Chausson, où la lutte de Citroën cet été a fait école...

• Quel a été l'effet des déclarations gouvernementales contre les immigrés ?

— **Gérard** : Chez nous, ça a jeté un froid. On avait convoqué une conférence de presse début février, contre cette déclaration. Là, les immigrés ont dit en gros : « Khomeiny ce n'est pas lui qui s'occupe de notre gamelle... On n'a rien à voir avec ce dictateur... »

« On n'a rien à voir avec Khomeiny »

— **Lahcen** : Les gars pensaient que le gouvernement avait mis un tapis pour qu'on puisse s'asseoir. Il nous l'enlève maintenant. Pendant 14 ans, nous avons supporté toutes les provocations de la direction. Et voilà pour quelques claques, que le gouvernement fait un gros battage... Nous, nous défendons nos revendications. Pour nous, cette déclaration ne change pas notre détermination à lutter.

— **Gérard** : L'attitude du gouvernement a clairement été prise comme une utilisation du racisme.

— **Pierre** : Les immigrés étaient en colère. La réaction la plus répandue, c'était que Mauroy poussait un coup de gueule contre les immigrés pour les faire taire. Or, beaucoup avaient conscience que la victoire avait été obtenue grâce aux immigrés. Mais on risque une division : les immigrés risquent d'attendre les Francais pour lutter. Mécanique, ça été le cas. Cependant, en sellerie, en tôlerie R5, les Francais ont fait grève avec les immigrés.

• Quelle riposte aux licenciements ?

— **Pierre** : La grève du 21 février a été réellement massive. 2 000 grévistes, c'était plus que lors du lock-out, plus que depuis 6 ans. Si le 25 ca été l'échec, c'est que l'attention était braquée sur la veille : la direction a manœuvré pour se « donner un jour supplémentaire de réflexion »... A Flins, pas plus qu'ailleurs, la grève ne se déclenche en appuyant sur un boutonet la mobilisation du vendredi 25 était logiquement plus faible.

— **Lahcen** : A Levallois, quand Saihine a été licencié, personne n'a bougé à Aulnay. Les organisations syndicales n'ont pas beaucoup bougé. Mais il y aura quand même solidarité avec Aulnay. Même si la riposte tarde à venir, et qu'on comprend mal ce qui se passe là bas.

— **Gérard** : Le problème d'une action nationale contre les licenciements est posé. On peut, en plus, difficilement appeler à agir un gouvernement qui a pris la tête contre les immigrés. Je voudrais ajouter que la CGT d'Aulnay n'a pas été des plus correctes avec la CFDT. Mais, face à la répression, il faut passer par-dessus ces relations difficiles...

• Quel a été le rôle de la LCR dans ces conflits ?

— **Gérard** : Nous avons été en pointe dans ce conflit de Chausson. Les tracts LCR ont été souvent au cœur du débat. Nous avons tissé dans le cours du conflit de nombreux liens avec les travailleurs combatifs. Et même si avec « Lutte ouvrière », nous avons eu une discussion sur la reprise du travail, le noyau combatif a bien digéré le débat sans rupture.

— **Lahcen** : Sur Citroën-Levallois, les plus combatifs font confiance à la LCR. Elle a un crédit important. Par exemple, sur proposition de la LCR, l'accord de fin de grève a pu devenir un protocole écrit, ce que personne ne proposait au départ.

— **Pierre** : A Flins, nous avons à travers ces grèves franchi une étape importante en nous faisant reconnaître par une frange combative de militants syndicaux, d'ouvriers combatifs. Notre impact dépasse dorénavant le simple effet d'une distribution de tracts LCR à la porte. Même si ces tracts sont toujours utiles. Comme celui, par exemple, qui a été affiché sur les pare-brises. Il annoncait les licenciements et réclamait la riposte. Il a fait l'information et a eu de l'effet, même si c'est plus par son contenu que par son étiquette...

Propos recueillis par Jean Lantier

ANPE

Manifestation, grève à Paris

LE mercredi 2 mars, les trois syndicats de l'ANPE appelaient à la grève, nationalement : un accord CFDT-CGT-CGC pour organiser une grève, avec un appel à une manifestation nationale commune, ce n'est pas si fréquent !

Leurs motifs, cependant, permettent de comprendre beaucoup de choses. Le Garrec, ministre de l'Emploi, leur refuse le bénéfice du statut général des fonctionnaires ; une décision qui frappe particulièrement les employés temporaires de l'ANPE... Et qui est le prolongement direct de la gestion précédente par la droite.

Par ailleurs, alors que la gestion du personnel « ne respecte rien ni personne », comme dit le tract intersyndical, les « charges de travail croissantes annulent toute velléité d'amélioration de la réception des demandeurs d'emploi ».

Depuis plusieurs jours, des mouvements de grève paralysent les services de la direction générale. Et, le 8 février, une déclaration commune des représentants du personnel aux commissions paritaires nationales expliquait qu'ils ne peuvent plus siéger dans aucune commission paritaire, étant donné les conditions actuelles faites au personnel de l'ANPE.

En grève le 2 mars, ils et elles exigeaient la titularisation du personnel de l'ANPE, par l'abrogation d'un décret giscardien toujours en application (!), le changement des normes de notation et de promotion, un collectif budgétaire comportant 2 000 embauches et les locaux correspondants. Ainsi, bien sûr, que l'application des textes du statut de la Fonction publique.

FAC DE ROUEN

Une grève qui fait le jeu de la droite ?

Après Censier, c'est la fac de Rouen qui connaît des problèmes. Là aussi, il n'y pas assez d'argent pour assurer tous les enseignements. A la rentrée des vacances, les étudiants se sont mis en grève, avec le soutien des enseignants. Mais en plus, ils ont décidé d'occuper le rectorat et de s'adresser aux élus et aux candidats aux municipales. Résultat : pour contrer la menace de Lecanuet qui pourrait soutenir la grève, Bérégovoy est venu par deux fois pour calmer les esprits, amicalement !

Les députés du PS et du PC multiplient les pressions auprès du président de l'université pour que celui-ci, sur les fonds propres de la fac, paye les enseignants à la place de l'Etat... Le ministère, de son côté, fait un tout petit effort : aux 1 000 heures trouvées par l'université, il en ajoute 215.

Véritable provocation : les étudiants décident de tenir une conférence de presse, de se rendre au meeting de l'Union de la gauche pour y distribuer une lettre ouverte réclamant au ministre du Budget, présent à Rouen, les crédits manquants. Fabius y va alors de son petit geste et reçoit à la préfecture le comité de grève et le doyen de la fac, pour leur dire qu'il est solidaire de Savary et qu'il ne peut rien donner.

Comme par hasard, le ministère intervient de nouveau : « Des heures complémentaires, il n'y en aura pas, car il faudrait en donner à tout le monde. Mais on peut, peut-être, trouver d'autres arrangements financiers. » En attendant, les étudiants bloquent complètement le rectorat, sous la menace d'une intervention des flics.

A chaque instant, les militants du PS et du PC, très gênés, agitent un épouvantail : « Le mouvement risque de faire le jeu de la droite. » L'AG des étudiants répond très clairement : « Faire le jeu de la droite, aujourd'hui, c'est faire et soutenir une politique d'austérité que ladroite pratiquait auparavant. Changez de politique et la droite n'osera plus se montrer ! »

Serge Emery

Dernière minute : à la suite de négociations entre Savary et Fabius, le ministère a proposé la fin de l'occupation du rectorat contre la négociation sous 48 heures des crédits pour payer les enseignants.

Le PCI retire certaines listes au premier tour

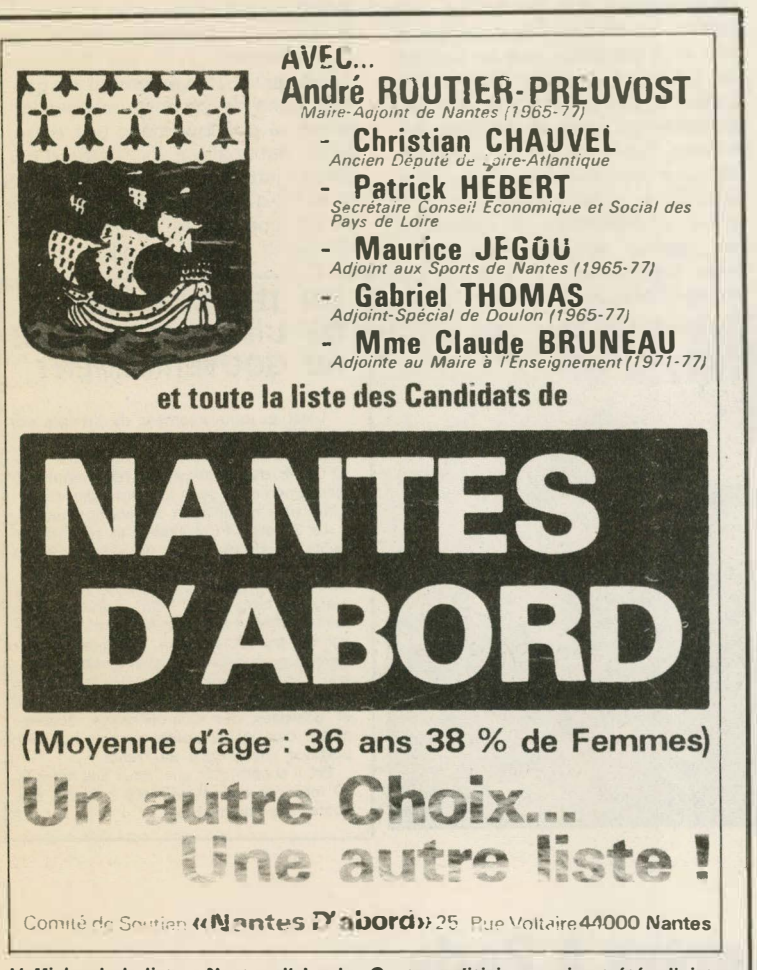
LE dernier numéro d'*Informations ouvrières* annonce que *« dans près de 200 villes, les listes ouvrières d'unité sont maintenues »*. Mais, dans plusieurs villes, ces listes se sont retirées et le PCI appelle, dès le premier tour, à voter pour des candidats, en majorité du PS, qui se sont engagés à « respecter le mandat ».

Voyons de plus près. A Lizy-sur-Ourcq (Seine-et-Marne), Elu, le candidat PS, *« se prononce pour l'abrogation immédiate des lois Guermeur et Debré... contre les licenciements dans les entreprises et contre les hausses des loyers »*. A Mozac, dans le Puy-de-Dôme, le député PS de Riom se déclare *« partisan de la défense de l'école laïque publique et pour l'abrogation des lois anti-laïques... Pour défendre l'emploi, je pense qu'une loi interdisant les licenciements serait nécessaire. A l'évidence, comme candidat membre du PS, je ne peux qu'être favorable à la défense des acquis et revendications des travailleurs de ce pays »*. A Magnanville, André Sylvestre, tête de liste PS-PC : *« Je suis parfaitement conscient du désarroi et de l'amertume dans lesquels se trouvent aujourd'hui les milliers de femmes et d'hommes qui, en mai et juin 1981, avaient placé un immense espoir dans l'arrivée de la gauche au pouvoir... Comme vous, je pense que le ''contrat'' doit être respecté. Mais, malgré l'immense chemin qu'il reste à parcourir, parce que, comme vous, je suis de gauche, je ne désespère pas car je crois en l'homme... »*

Ainsi, il suffit que quelques candidats fassent de vagues déclarations pour que le PCI retire ses listes. Car à quoi s'engagent les candidats du PS : à pratiquement rien. Celui qui parle d'une loi nécessaire contre les licenciements et affirme que, comme socialiste, il est naturellement pour la défense des acquis, est un député qui, depuis plus de seize mois, fait l'inverse au Parlement... Les déclarations des candidats PS sont de simples déclarations électorales que ces gens-là sont habitués à faire pour ratisser des voix. Pas un mot de ces candidats pour critiquer explicitement la politique d'austérité du gouvernement. Le PCI retire donc ses listes, qui déclaraient vouloir défendre les revendications et être indépendantes de la bourgeoisie et de la politique du gouvernement, pour soutenir, dès le premier tour, des listes qui se situent clairement en défense de la politique actuelle de la majorité PS-PC. Il suffit de lire les professions de foi qui ont beaucoup plus de sens que des lettres envoyées à la va-vite au comité ouvrier d'unité.

Ces élections sont pour les révolutionnaires le moyen de défendre une politique de défense des revendications et d'indépendance de classe contre la droite, mais aussi contre la politique de collaboration de classes du PS et du PC. Le PCI choisit, lui, de développer une politique de pression sur les appareils, en particulier sur le PS. Dès qu'il dispose de la plus petite déclaration d'un candidat PS, il se retire. *Informations ouvrières* critique, à juste titre, Rocard et Maire, mais est étrangement silencieux sur Mauroy et Mitterrand. P. Quilès critique les propos du ministre du Plan *« qui consisteraient à agir d'une façon telle que l'on crée les conditions du retour de la droite »*. *Informations ouvrières* saute sur l'occasion : *« La question est bien posée »*, explique son édito qui s'arrête là sans dire un mot du fait que d'ores et déjà existe une politique d'austérité que soutient activement Quilès...

A. Artous



L'affiche de la liste « Nantes d'abord ». Quatre politiciens, qui ont été adjoints de l'ancien maire de droite, André Morice, et le revendiquent comme tel (1965-1977) et un dirigeant du PCI local, Patrick Hébert.

Nantes : «Ni de droite, ni de gauche »

ROUTIER-PREUVOST qui dirige la liste « Nantes d'abord », à laquelle participent les militants du PCI et qu'*Informations ouvrières* présente comme une liste « d'unité ouvrière », a été longuement interviewé par la télévision régionale, le mardi 15 février. Voici de larges extraits de ses déclarations.

A la question *« êtes-vous de droite ou de gauche »*, Routier Preuvost répond : *« ce partage droite-gauche est tout à fait artificiel... Le Parti communiste n'est ni à droite, ni à gauche, il est à l'Est »*. Il précise : *« il est absolument exclu de nous désister ou d'appeler à voter pour une liste sur laquelle figure le PCF »*.

Au journaliste qui s'étonne que des *« trotskystes soient sur la liste avec des chefs d'entreprise »*, Routier Preuvost répond : *« c'est tout à fait normal, parce que ça fait exactement la France elle-même. En France, quel est notre parlement ? C'est un hémicycle où toutes les nuances françaises se reflètent ; ce n'est pas interdit qu'un patron côtoie un ouvrier, et vice-versa ; en ce moment, il y a peut-être un peu trop de pédagogues au Parlement, et cela, on peut dire qu'ils ont des difficultés à appréhender les problèmes économiques et sociaux »*.

Routier Preuvost poursuit : *« je ne suis ni à droite ni à gauche, je me demande pourquoi actuellement on veut automatiquement mettre les gens à droite ou à gauche. Vous savez, je suis un ancien combattant et ça résonne terriblement à mes oreilles, le droite-gauche, droite-gauche. C'est dangereux... Il y a eu des relents de fascisme qui se sont faits à force de droite-gauche ! »*.

« Quel est le bilan de la gestion d'André Morice que vous tirez ? », questionne le journaliste. André Morice est un ancien maire de droite dont Rouvier Preuvost était adjoint et qui a été battu par Chenard, l'actuel maire socialiste. Routier Preuvost répond : *« je ne crois pas qu'André Morice ait été battu parce que son bilan a été jugé mauvais. Son bilan a été handicapé par une liste qui est venue renverser la situation. Ce bilan était très important... Si nous parlons espace vert, si nous parlons de la renaissance de l'université nantaise, vous savez, ce n'est pas M. Chenard qui l'a amené... Je suis un homme d'avenir, mais je n'oublie pas le passé... »*

P. Lambert, dirigeant du PCI, participera au côté de Routier Preuvost à un meeting le 2 mars à Nantes. Va-t-il se contenter de dire que les désaccords qu'il a avec ce politicien sont « des divergences normales entre militants ouvriers » ?

A. A.

HISTOIRE D'UNE CONSIGNE DE VOTE...

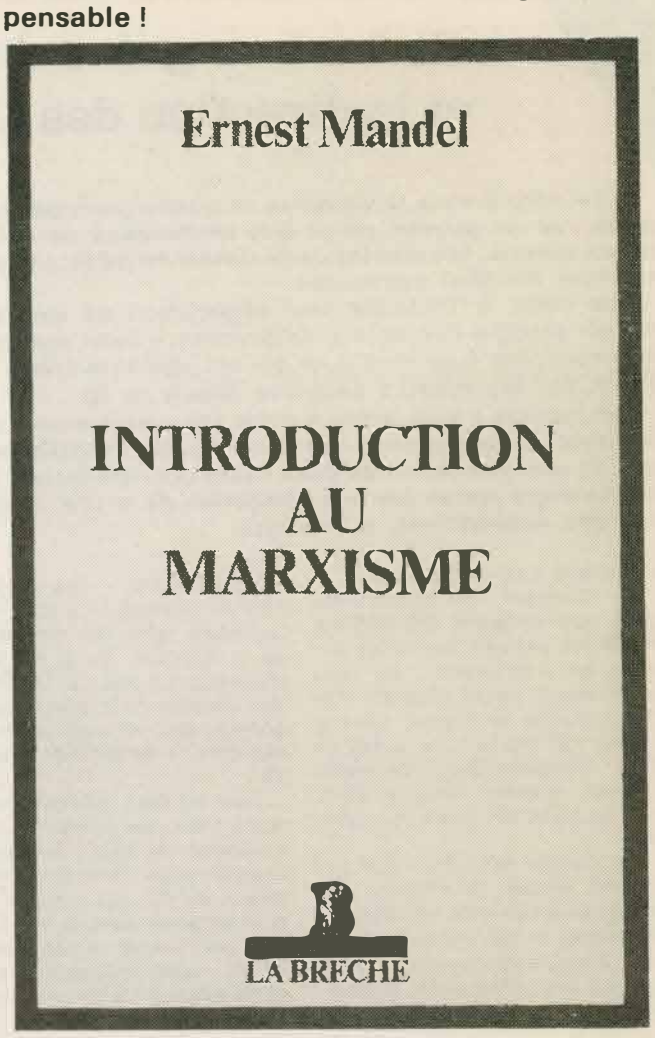
Lorsque nous avions proposé au PCI d'ouvrir entre nos deux organisations, et avec LO, des discussions pour envisager de présenter des listes communes aux municipales, cette organisation nous avait répondu qu'il y avait un préalable sur la consigne de vote pour le second tour. En effet, la loi électorale pour les communes de plus de trois mille habitants ne permet pas de rayer des noms sur une liste, sinon, cela équivaut à un vote nul.

En conséquence, comme en 1977, la LCR appelle à voter pour les listes dirigées par des candidats du PS et du PC, même si elles comportent des politiciens bourgeois. Par contre, nous appelons à ne pas voter pour des listes conduites par des politiciens bourgeois « de gauche ». Le PCI dénonçait là une adaptation « au front populaire ».

Dans la dernière déclaration du bureau politique du PCI (*Informations ouvrières* n° 1095), nous apprenons que dans certaines communes, le PCI *« appelle au vote pour des listes conduites par des candidats PS-PC »*. Les formulations sont les mêmes que celles de la LCR...

Vient de paraître

La 3e édition française, revue et augmentée, de « l'Introduction au marxisme » de notre camarade Ernest Mandel. Un ouvrage indispensable !



Cette « Introduction au marxisme » est le fruit d'une longue expérience pédagogique. Elle pose avec une clarté exceptionnelle les fondements de la théorie marxiste : le matérialisme historique, la théorie économique marxiste, l'histoire du mouvement ouvrier et les problèmes de stratégie et de tactique du mouvement ouvrier à notre époque, y sont abordés, de façon concrète et vivante, sans que soit jamais sacrifiée la rigueur théorique nécessaire à pareil ouvrage.

C'est donc un instrument tout à fait indispensable pour toutes celles et tous ceux qui souhaitent connaître les bases de la théorie marxiste et accéder ainsi à une compréhension profonde de la société dans laquelle ils vivent et luttent.

« La victoire de la révolution socialiste mondiale, l'avènement d'une société sans classes, confirmeront en pratique la validité de la théorie marxiste », écrit Ernest Mandel. C'est aussi à cet objectif que voudrait contribuer cet ouvrage.

En vente à la librairie la Brèche, 9 rue de Tunis, Paris (11e) (42 F). Toute commande à : PEC, 2 rue Richard Lenoir 93 108 Montreuil (joindre un chèque à l'ordre de la PEC, 42 F par exemplaire commandé, frais de port inclus).

Vient de paraître

ON A VOTE DANS LES DOM

La droite minoritaire, la gauche au pied du mur

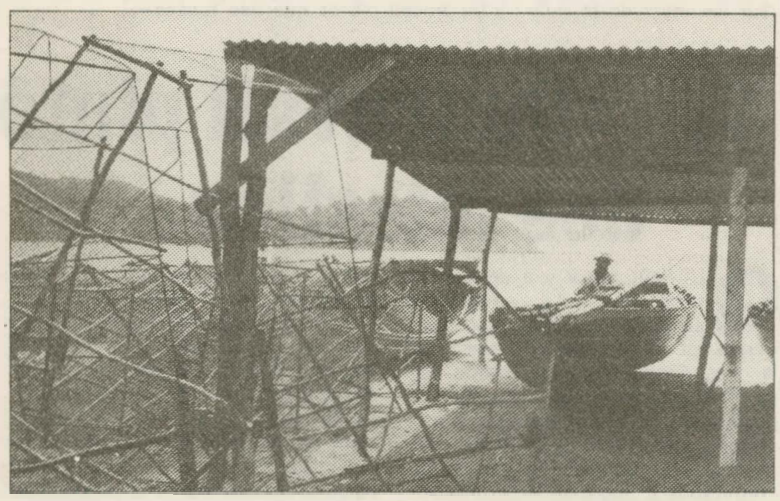
LES élections se sont déroulées le 20 février, dans les quatre départements d'outre mer (Réunion, Guyane, Martinique et Guadeloupe) pour désigner des assemblées régionales. Pour le pouvoir, l'enjeu était d'importance. A travers ce scrutin, l'Elysée entendait, en profitant de la nouvelle légitimité créée en métropole par la défaite de la droite, se doter dans ces îles, d'une majorité conforme à ses vœux. Il ne s'agissait pourtant pas de répondre aux aspirations de la population laborieuse des colonies, mais de parvenir à une nouvelle forme — moins explosive que par le passé — d'intégration des DOM à l'Etat francais. En un mot, le pouvoir exécutif tente de « décentraliser » les pouvoirs pour ne pas s'engager dans un processus de décolonisation.

On ne saurait d'ailleurs parler de véritable répartition des pouvoirs. Pour ne pas se heurter à une droite colonialiste — toujours puissante et qui ne cesse de crier au danger séparatiste — la majorité s'est bien gardée de définir les compétences des assemblées élues le 20 février. Le Parlement ne statuera sur ce point que lors de sa session de printemps.

Il n'en demeure pas moins que ce scrutin est des plus instructifs en ce qu'il reflète les évolutions politiques en cours depuis près de deux ans dans les DOM. Le premier grand enseignement est le caractère désormais minoritaire des partis réactionnaires. Tant que ces derniers étaient au pouvoir en France, qu'ils bénéficiaient d'une situation de quasi monopole à la radio et à la télévision locales, que leurs représentants pouvaient entretenir leur influence par une intense pratique clientéliste, que la répression s'abattait lourdement, Giscard obtenait facilement 81,9 % des voix à la Guadeloupe et 83,13 % à la Martinique, en mai 1981.

Que ce verrou saute et la volonté de changement des « Domiens » surgit avec force sur le terrain électoral. dans les quatre départements, les forces de gauche et d'extrême gauche sont aujourd'hui nettement majoritaires : 50,7 % des suffrages à la Guadeloupe, 55,5 % en Guyane, 54 % en Martinique, 50,7 % à la Réunion. Seul le mode de scrutin permet encore à la droite de conserver le contrôle de deux assemblées sur quatre (voir ci contre).

Second enseignement, cette progression de la gauche se fait presque partout au détriment des partis socialistes. En se transformant en pures et simples caisses de résonance de la politique gouvernementale — qui ne s'est traduite par aucune modification de la situation des travailleurs —, incluant fréquemment en leur sein des notables dont la carrière se confond avec les institutions coloniales, en proie aux luttes des cliques, ces formations se sont discréditées aux yeux des électeurs.



A part en Guyane où le PSG recueille 41,22 % des voix, les PS sont devancés en Martinique, en Guadeloupe et à la Réunion par des organisations moins ouvertement liées au pouvoir central : Parti progressiste martiniquais d'Aimé Césaire (27,6 % des voix contre 12,4 % à la fédération socialiste locale), Parti communiste guadeloupéen (22,5 % contre 20,3 % aux socialistes), Parti communiste réunionnais (32,7 % contre 17,9 % aux divers regroupements se réclamant du président de la République). Tous ces partis ont depuis le 10 mai 1981, gommé tous les aspects de leur programme qui pouvaient entrer en contradiction avec la politique de l'Elysée. Et quand ils adoptent une attitude critique, ils évitent soigneusement d'organiser la moindre mobilisation de masse pour faire triompher les revendications populaires. Leur plus grande indépendance apparente leur a permis néanmoins de cristalliser à leur profit, le vote populaire.

Enfin, les élections du 20 février traduisent l'influence non négligeable des forces révolutionnaires et anticolonialistes qui étaient pourtant défavorisées par un mode de scrutin encourageant le « vote utile ». En Guyane, l'Union des travailleurs guyanais (UTG), syndicat nationaliste qui reproche aux socialistes d'avoir abandonné leurs discours radical antérieur, obtient 8,9 % des voix et trois sièges à l'assemblée. Ce qui le met en position d'arbitre. Aux Antilles, le sectarisme des forces nationalistes avait empêché tout accord unitaire avec l'extrême gauche. A la Martinique pourtant, en dépit de cet handicap, le Mouvement indépendantiste martiniquais et la liste commune du Groupe révolution socialiste (section antillaise de la IVe Internationale) et de Combat ouvrier (organisation proche de Lutte ouvrière en France) frôlent, avec respectivement 2,6 et 1,9 des voix, la barre des 5 % donnant accès à une représentation parlementaire. En Guadeloupe, Combat ouvrier, qui se présentait seul, recueille 1,6 % des suffrages.

A l'évidence, cette consultation ouvre une nouvelle perspective pour les luttes politiques « outre mer ». Aux Antilles, nos camarades du GRS indiquent : *« Les réformistes PCG, PCM, PPM se trouvent placés au pied du mur par la confiance que leur ont faite des dizaines de milliers d'électeurs. »* Ils *« sont aujourd'hui sommés par la situation de faire ce pourquoi on les a élus : mettre fin au chômage, à la misére des plus déshérités, promouvoir le développement économique »*.

Dans l'éditorial de son hebdomadaire *Révolution socialiste*, le GRS poursuit : *« Avec les milliers d'électeurs qui ont fait confiance aux indépendantistes, nous nous porterons aux côtés de ceux qui, tout en ayant encore des illusions dans les réformistes, veulent que les choses changent vraiment. Nous serons au sein de leurs luttes, nous les appellerons à la mobilisation avec des propositions qu'ils ont bien souvent approuvées même s'ils n'ont pas en nombre suffisant, été jusqu'au bout en votant pour nous. »*

Christian Picquet

Barre à 5% : l'effet boomerang

PARADOXAL ! La droite battue dans l'ensemble des DOM va conserver une majorité dans deux des assemblées élues le 20 février. A la Guadeloupe, elle remporte 21 sièges avec 44,9 % des voix tandis que les listes se réclamant de la gauche qui ont totalisé plus de 51 % n'en obtiennent que 20. A la Réunion, toutes les forces réactionnaires avec 23 sièges pour 49,3 % des suffrages devancent la gauche pourtant créditée de 50,7 %.

Le responsable de cette situation ? L'application d'une proportionnelle calculée selon la règle de la plus forte moyenne et qui fixe à 5 % la barre permettant d'avoir des élus. Lorsqu'ils élaborèrent ce mode de scrutin, les gouvemants cherchaient à empêcher les listes « marginales » — en premier lieu les indépendantistes et l'extrême gauche — d'accéder à une représentation dans les diférentes assemblées. Selon Henri Emmanuelli, le secrétaire d'Etat au DOM-TOM, il s'agissait de garantir des *« majorités réelles »*.

Indéniablement, une partie de l'objectif a été atteint. Pour ne prendre que cet exemple, en Martinique, la loi électorale a empêché le Mouvement indépendantiste martiniquais (MIM) d'obtenir les deux sièges auxquels ses 2,6 % auraient dû lui donner droit. De même pour la liste du GRS et de Combat ouvier, qui avec une répartition au plus fort reste, aurait bénéficié d'un siège.

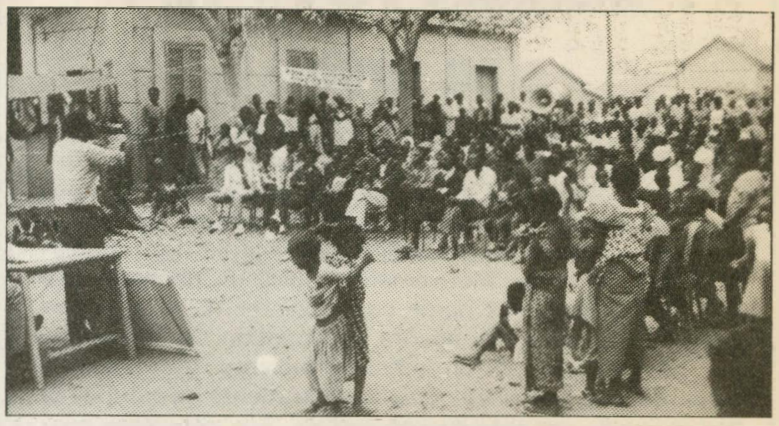
Mais en l'occurrence, la manœuvre antidémocratique a produit un effet boomerang, en raison notamment de la division des socialistes. Ainsi, à la Réunion, deux groupes, « dissidents », le Forum socialiste et le Rassemblement des socialistes départementalistes, n'ont obtenu respectivement que 2,93 % et 2,07 %, ce qui « annule », du fait de la loi, 5 % de l'électorat.

Un scrutin à la proportionnelle intégrale eût permis de mettre partout en minorité les représentants de la réaction. En reculant devant une mesure démocratique élémentaire, le pouvoir a favorisé la droite. C'est l'une des principales leçons du 20 février. Pour la faire oublier, les socialistes stigmatisent aujourd'hui la « diversité » de la gauche, c'est-à-dire tous ceux qui refusent le jeu des partis ouvriers majoritaires.

L. Steffan écrivait ainsi dans *PS Aujourd'hui* du 21 février : *« Les nouvelles lois électorales permettent une plus juste représentativité des conseils élus à la proportionnelle, mais la barre des 5 % peut éliminer des composantes de la gauche qui peut ainsi pâtir de sa diversité. »* Tentative misérable de rejeter sur d'autres une responsabilité que les gouvernants sont seuls à porter. Qui veut noyer son chien l'accuse de la rage.

C. P.

ELECTIONS AU SENEGAL



29 janvier : meeting de nos camarades de l'OST

Démocratie en trompe-l'oeil

Abdou Diaf, président sortant du Sénégal, vient de se faire réélire le dimanche 27 février avec 85 % des suffrages exprimés. Le Parti socialiste qu'il dirige rafle 110 sièges de députés sur les 120 à pourvoir. Le taux d'abstention atteint près de 50 % et l'opposition proteste contre divers trucages. Le seul parti d'opposition qui tire son épingle du jeu est le Parti démocratique sénégalais qui rassemble environ 12 % des voix.

PIERRE BIARNES, journaliste du *Monde*, présente les élections sénégalaises comme l'expression d'un « réel fair-play politique ». C'est généralement parce que le pluri-partisme est assez exceptionnel en Afrique noire que la grande presse ne tarit pas d'éloges pour la « démocratie » sénégalaise. Le raisonnement n'en est pas moins spécieux. La possibilité pour toute force politique de faire campagne, de présenter des candidats et de mobiliser librement autour d'elle devrait être un droit qu'aucune considération géographique ne devrait faire oublier.

Or, précisement, le PS sénégalais, membre de l'Internationale socialiste, exerce un pouvoir réel sans partage et s'est fabriqué une image démocratique en trompe-l'œil. Le code électoral est un bijou d'hypocrisie : la moitié du temps de parole à la TV a été réservée au seul PS ; le système des cautions privilégie ce parti de notables qui puise sans limites dans les caisses de l'Etat ; le seul quotidien national, *le Soleil*, a été le bulletin de propagande du bureau politique du PS ; l'interdiction des coalitions pour les élections législatives interdit toute unité efficace face au pouvoir ; la non-obligation de passer par l'isoloir permet toutes les manipulations, notamment dans les villages de brousse, etc.

Enfant chéri de la politique africaine de la France depuis de Gaulle, le Sénégal se targue maintenant d'être la vitrine de l'Internationale socialiste dans le tiers monde.

Rien n'a changé au Sénégal après le 10 mai 1981, ni le monopole des intérêts industriels et bancaires français, ni la présence des troupes. Les manœuvres militaires franco-sénégalaises qui se sont déroulées en décembre 1982 sont venues rappeler que ce pays restait un des maillons décisifs pour toute intervention impérialiste en Afrique.

Socialiste, le parti au pouvoir ne l'est ni de près ni de loin. Il est fondamentalement le parti des notables, des nantis, celui qui représente depuis l'indépendance les intérêts impérialistes. Résolument appuyé sur les chefferies musulmanes, le PS est d'abord un parti de corrompus, un parti réactionnaire.

Comment pareil régime pourrait il permettre la libre expression du peuple travailleur et des partis d'opposition ? Le gouvernement, par différentes opérations de séduction, tente de rallier un certain nombre d'anciens opposants bourgeois. Le PS se veut dorénavant « rassembleur » et le président Abdou Diouf propose une nouvelle union nationale. Un parti comme le Rassemblement national démocratique est à deux doigts d'y répondre favorablement, alors que, régulièrement, on apprend le ralliement de cadres et députés du Parti démocratique sénégalais, autre parti d'opposition. Une fois que ce projet sera bien engagé, il faudra s'attendre à un brutal durcissement de la répression envers ceux qui n'auront pas marché dans la combine de cette exaltante réconciliation nationale.

Face aux grandes manœuvres du régime, l'opposition de gauche a été incapable de faire l'unité sur un programme anti impérialiste. Après des semaines de pourparlers, un document électoral, unitaire mais insipide, a été signé par huit organisations. Ce qui n'a pas empêché que quatre d'entre elles présentent chacune des candidats concurrents ! L'opposition de gauche, parmi laquelle ne figurent pas moins de trois organisations staliniennes, deux d'obédience « maoïste » et deux trotskystes, n'a guère pu réussir son implantation populaire ces dernières années.

Ces élections auraient donc pu être une étape importante pour affirmer un début de mouvement radical dans la jeunesse et la classe ouvrière. Mais plutôt que de s'atteler à ce patient travail d'organisation, la plupart de ces petits appareils ont préféré emprunter ce qu'ils croyaient être un raccourci et qui n'est qu'une impasse. Finalement, la plupart d'entre eux ont rallié les couleurs d'un candidat bourgeois.

Le Parti de l'indépendance et du travail (PIT) a soutenu Abdoulaye Wade du PDS, la Ligue démocratique s'est prononcée en faveur de Mamadou Dia, du MDP. La Ligue communiste des travailleurs (LCT) — qui est membre du « Comité pour la reconstruction » que dirige le PCI français — s'est lamentablement abouchée avec ce même Mamadou Dia qui se présente comme candidat pour une République islamique.

Dans cette confusion, l'Organisation socialiste des travailleurs (OST), qui se réclame du combat de la IVe Internationale, a fait seule le choix d'une campagne axée sur l'unité des organisations ouvrières pour la satisfaction des revendications élémentaires. Encore trop minoritaire pour imposer aux autres un tel front unique, elle a néanmoins réussi à conclure un accord avec le Parti africain de l'indépendance qui présentait Mahjmout Diop sur la base du projet initial d'une candidature ouvrière unique.

L'OST a fait une série de réunions publiques où elle s'est affirmée comme la seule organisation combattant sur un programme de rupture réelle avec l'impérialisme et d'indépendance de classe du peuple travailleur. Les résultats de l'élection présidentielle ne font que confirmer ce juste objectif d'un lent travail d'éducation et d'implantation.

C. Gabriel

Rumeurs putschistes en Grèce

UNE tentative de putsch militaire s'est-elle déroulée en Grèce à la fin du mois dernier ? En dépit des dénégations du gouvernement socialiste d'Andreas Papandreou, de nombreux indices le laissent penser. A commencer par la spectaculaire mobilisation des organismes de base du Mouvement socialiste panhellénique (PASOK) et des deux partis communistes dans la plupart des grandes villes, ou encore l'occupation de l'université de Thessalonique par un millier d'étudiants. A l'origine de cette réaction populaire, divers mouvements de troupes et la découverte par les services secrets d'un complot « monarcho-fasciste », qui devait prendre la forme de soulèvements régionaux et de coups de main contre des personnalités politiques et divers objectifs stratégiques.

Cette menace survient en tout cas après que des incidents se soient multipliés dans les casernes et les écoles d'officiers de l'armée de terre au cours des derniers mois. A la mi-février encore, des armes furent dérobées dans une unité de l'île de Chios. Selon certaines rumeurs, l'ambassadeur des Etats-Unis et le responsable de la CIA en Grèce se seraient trouvés sur place au moment du vol.

CES événements ne surgissent pas à n'importe quel moment. La reconnaissance officielle de la résistance antinazie de 1941-1944 doit permettre, dans les prochaines semaines, à plusieurs dizaines de milliers d'anciens partisans communistes de rentrer de l'exil auquel la guerre civile et la défaite des forces de gauche les avait condamnés après la Libération. Ce retour provoque la colère d'une droite hyper-conservatrice qui contrôle des secteurs décisifs de l'administration et l'appareil coercitif et qui n'a jamais admis le basculement historique que constitua la victoire socialiste d'octobre 1981. Parallèlement, le mouvement populaire connaît un lent, inégal mais indiscutable processus de radicalisation. Les dernières élections municipales d'octobre dernier l'ont prouvé, en élargissant la majorité électorale des partis se réclamant du mouvement ouvrier et en favorisant la progression d'un PC que son extériorité au gouvernement dote d'une image de marque « radicale ». A de nombreuses reprises, des centaines de milliers de jeunes et de travailleurs sont descendus dans la rue pour protester contre la mainmise des firmes impérialistes sur leur pays et exiger le retrait de l'OTAN. Des comités de soldats ont même fait leur apparition dans les casernes et leurs membres ont participé coiffés de cagoules à plusieurs manifestations de masse. Enfin, des négociations viennent de commencer sur le statut des bases américaines implantées sur le sol grec. Or, pour Washington, les implantations militaires de Crête comme les centres de communication de la baie de Marathon sont des éléments clefs du dispositif de l'Alliance atlantique en Méditerranée.

Il n'est donc pas interdit de penser que, face à ce contexte, certains secteurs de la bourgeoisie grecque relayés par divers cercles impérialistes ont voulu renforcer la pression sur le gouvernement pour qu'il s'oppose de façon plus résolue aux luttes populaires et surtout se montre plus « compréhensif » dans les tractations engagées avec les Etats-Unis. Cette dernière hypothèse est d'autant moins invraisemblable que les liens sont traditionnellement étroits entre les services américains et la haute hiérarchie militaire. Qu'on se souvienne de l'implication du Pentagone dans le coup d'Etat de 1967.

IL faut se garder de toutes conclusions hâtives. La Grèce n'est pas menacée à court terme d'un retour à la dictature. La vigueur des réactions populaires à l'annonce des dernières menaces putschistes laisse penser qu'une conjuration conduirait — à la différence de 1967 — à un affrontement violent dont la classe dominante n'a aucun intérêt à l'heure actuelle. Les manœuvres réactionnaires semblent avoir bien plus pour but de donner un avertissement au pouvoir et aux travailleurs.

On peut néanmoins tirer de ces événements une leçon générale car ils marquent la faillite des orientations conciliatrices des dirigeants réformistes au pouvoir. Depuis leur accession aux affaires, les socialistes ont abandonné la plupart de leurs engagements. Pour obtenir la *« coopération bienveillante »* du secteur privé, ils ont renoncé à toute nationalisation ou réforme de structures, promulgué une loi favorisant les investissements patronaux, bloqué les salaires, procédé au relèvement des tarifs publics. Le Premier ministre n'a cessé d'en appeler au *« loyalisme »* des officiers. Mais ces concessions successives, loin de désamorcer l'hostilité de la réaction envers le gouvernement, n'ont fait que renforcer son arrogance. Et lorsque le mouvement de masse s'est fait trop pressant, elle est passée à l'action.

Christian Picquet

La RFA à la veille des élections du 6 mars

Sur les murs de la Ruhr : « Du travail plutôt que des fusées ».

3. « Du travail plutôt que des missiles »

QUI l'eût cru il y a seulement trois ans ? La campagne électorale en Allemagne fédérale est toute entière dominée par la crise économique qui frappe désormais de plein fouet le pays. La production est en chute libre, d'immenses capacités industrielles demeurent inemployées, les carnets de commande à l'exportation commencent à se vider (voir notre dernier article, dans *Rouge* du 25 février).

Le chômage est dans ce cadre, pour les travailleurs allemands, la préoccupation numéro un. Et pour cause. Touchant 2,5 millions de personnes, il atteint un niveau inégalé depuis 1955. D'octobre 1982 à février 1983, 700 000 salariés se sont retrouvés sur le pavé. A ce rythme, et si la croissance reste inférieure à 2 % par an (elle avoisine pour le moment zéro), le nombre des sans-emploi grimpera à quatre millions dans les cinq ans.

Les vieilles régions industrielles — vivant autour des aciéries ou des chantiers navals — tendent à se transformer en déserts. A Hambourg, un salarié sur neuf est réduit à l'inactivité. La Sarre est frappée à mort. Dans la Ruhr, la *« ville aux mille feux »*, Gelsenkirchen, a perdu 65 000 emplois depuis 1960. Elle compte plus de 20 000 chômeurs déclarés. Et ce chiffre s'accroît d'un millier tous les mois. A Duisburg, à la fin de 1982, on comptait environ 30 000 chômeurs, sans compter les 40 000 personnes qui ne sont que partiellement employées. Les secteurs les plus performants ne sont pas épargnés. Grundig vient par exemple d'annoncer qu'elle supprimerait 2 000 postes de travail avant l'été, dans ses usines de Nuremberg, Dachau et Bayreuth.

Comme ailleurs dans les pays capitalistes développés, apparaissent de « nouveaux pauvres ». Selon l'institut économique des syndicats (WSI), les moyens d'existence des sans-travail ne correspondent qu'à 48 % des salaires moyens. Un chômeur de longue durée vit mensuellement avec environ 2 000 francs.

Une double réaction

Cette situation engendre une double réaction dans la classe ouvrière. Certains tendent à courber l'échine et à accepter le chantage du patronat qui consiste à échanger le maintien de l'emploi contre une perte du pouvoir d'achat. Le président du BDI (le CNPF d'outre-Rhin) affirme froidement : *« Les hausses salariales cette année doivent être maintenues à un niveau inférieur à celui de 1982, si nous voulons améliorer la situation sur le marché de l'emploi. Des augmentations à peu près de l'ordre du taux d'inflation causeraient quelque dommage à l'actuelle situation économique. »*

Acceptant cette logique, la direction de l'IG Metall (le syndicat des métallurgistes) a conclu, il y a deux ans, un accord prévoyant une diminution des revenus de 1 % par an. Tout récemment encore, les 20 000 sidérurgistes sarrois de l'Arbed ont accepté de mettre à la disposition de leur patron la moitié de leur treizième mois pour les deux prochaines années. Ce qui n'empêchera par le groupe, en accord avec les instances de la CEE, d'opérer les 3 500 licenciements prévus pour accompagner la réduction de la production d'acier. C'est avec de telles conventions que les ouvriers allemands ont vu leurs rémunérations amputées de 5 % en trois ans.

Mais le fait que les concessions salariales n'aient produit qu'une aggravation de la situation de l'emploi conduit certains secteurs syndicaux à remettre en cause le légendaire « consensus social ». Georg Benz, un dirigeant de l'IG Metall, reflète à sa façon cette évolution lorsqu'il déclare : *« Le chômage durable et croissant est une preuve inquiétante de la défaillance du système économique de marché. »* Les délégués des sidérurgistes de Thyssen, Krupp et Mannesmann ont été encore plus loin lorsqu'ils ont exigé récemment la nationalisation de leur branche d'activité.

Cette compréhension qu'on ne pourra sortir de la crise qu'en rompant avec la loi du profit capitaliste pousse tout naturellement à s'opposer à la militarisation de la société qui accompagne les politiques d'austérité. Car pendant que le gouvernement d'Helmut Kohl taille dans les dépenses sociales et refuse d'aider les secteurs en difficulté, les dépenses d'armement augmentent considérablement. Elles sont passées de 44 à 46,7 milliards de marks. D'où la revendication qui apparaît notamment sur les murs de la Ruhr : *« Arbeit statt Raketen »* (du travail plutôt que des fusées). D'où, également, l'engagement de nombreux syndicats — y compris celui de la construction, réputé conservateur — dans le combat contre les euromissiles.

L'implantation de 108 fusées américaines Pershing à la fin de cette année, dans le cadre du plan de modernisation du potentiel atlantique, est en effet le deuxième thème central de la campagne. Il est vrai que tous les sondages montrent que 60 % des Allemands refusent le réarmement occidental et que le mouvement antiguerre a fait descendre des centaines de milliers de personnes dans la rue. Les *« marches de la paix »* prévues pour Pâques devraient donner une nouvelle illustration de sa puissance. L'an dernier, elles avaient déjà réuni plus de 50 000 manifestants entre Duisbourg et Dortmund.

La progression des Verts

Le Parti social-démocrate tente de récupérer ces nouvelles aspirations. Il a, pour cela, sensiblement coloré son programme en rouge et vert. Son leader, Hans-Jochen Vogel, va jusqu'à admettre l'éventualité d'une nationalisation de la sidérurgie pour sauvegarder les postes de travail. Une audace jusque-là incroyable pour ceux qui se veulent les tenants d'un *« socialisme libéral »*. De même, à propos des euromissiles, le SPD feint de n'être plus un inconditionnel de la Maison-Blanche. Il ne dit pas vraiment non à la décision de l'OTAN, mais il s'engage à faire *« tout ce qui est en son pouvoir »* pour aboutir à un report de l'installation des armes nucléaires à moyenne portée.

Il reste que ce sont les Verts qui bénéficient en premier lieu du malaise de la jeunesse et de son rejet massif de la pollution industrielle, des institutions et du nucléaire. Un seul exemple le démontre : un sondage réalisé le 11 février auprès des chômeurs leur donnait 11 % des intentions de vote.

Les Verts demeurent néanmoins un courant caméléon, dans lequel coexistent d'anciens militants de l'extrême gauche, des pacifistes, des socialistes déçus et des éléments qui, sous couvert d'écologie, développent une idéologie franchement réactionnaire. Reflet de cette ambiguïté, à Stuttgart, leur groupe régional vient de voter avec les chrétiens-démocrates l'octroi d'un *« salaire familial »* de 14 000 francs sur deux ans aux mères au foyer.

L'essentiel de ses suffrages, ce courant l'obtiendra pourtant parce que ses prises de position radicales contre l'alliance atlantique expriment le sentiment de toute une fraction de la population. Un sentiment que Petra Kelly, porte-parole des Verts, résume de cette façon : *« Nous sommes partisans d'une démilitarisation progressive de l'Allemagne, même si elle est unilatérale. Après tout, le Pacte de Varsovie a été conclu après le traité de l'Atlantique-Nord et je ne vois pas pourquoi nous ne ferions pas les premiers pas aussi dans le sens inverse. L'heure est venue de mettre sur le tapis la question de savoir s'il ne faut pas quitter l'OTAN en 1984. »*

Les thèmes dominants de la compétition pour le renouvellement du Bundestag illustrent donc bien les recompositions qui s'opèrent à vive allure dans cette Allemagne dont on vantait jadis la stabilité.

Christian Picquet

ARGENTINE

Le ballet honteux de la «transition négociée»

Dans un premier article publié la semaine précédente, notre envoyé spécial décrivait notamment comment la crise économique et la répression avaient frappé de plein fouet la classe ouvrière argentine, longtemps la plus organisée et la plus combative d'Amérique latine.

Il traite ici de l'enchaînement entre la défaite des Malouines et l'étrange « ouverture politique », étroitement contrôlée par les militaires grâce à la collaboration de l'essentiel des forces bourgeoises, péronistes inclus, « ouverture » qui doit se concrétiser par des élections le 30 octobre prochain.

de notre envoyé spécial en Argentine

VOUS intimons ratifier ou rectifier les propos selon lesquels vous auriez affirmé que ''les héros qui ont fait la patrie ne se consacraient pas à la rapine comme les militaires d'aujourd'hui''. » Ce télégramme, assorti de menaces non dissimulées, était à la « une » de tous les journaux argentins le 11 février. Expéditeur : le général secrétaire de la junte militaire. Destinataire : Victor Martinez, dirigeant du Parti radical — l'une des deux grandes formations bourgeoises du pays — et possible candidat à la vice présidence de la République lors des élections désormais fixées pour octobre-novembre prochains... Victor Martinez a rectifié. Sur le champ !

La veille, les services de la censure avaient fermé plusieurs salles de cinéma où était projeté *le Choc* (Delon-Deneuve) et un théâtre qui affichait Jorge Amado : directeurs arrêtés, spectateurs retenus des heures, ou plus...

Etrange « ouverture » que celle pratiquée par les militaires argentins après leur débâcle aux Malouines, en juin dernier. Après avoir été interdites ou dissoutes pendant des années, les principales formations politiques sont à nouveau autorisées. Elles ont été invitées, selon des modalités fixées par la junte, à organiser des « campagnes d'affiliation » au terme desquelles, et après vérification de l'identité de leurs nouveaux membres, elles seront habilitées, ou non, à présenter des candidats lors des élections. Des bureaucrates syndicaux qui, il n'y a pas si longtemps, étaient incarcérés ou placés en résidence surveillée, sont devenus des « interlocuteurs responsables ».

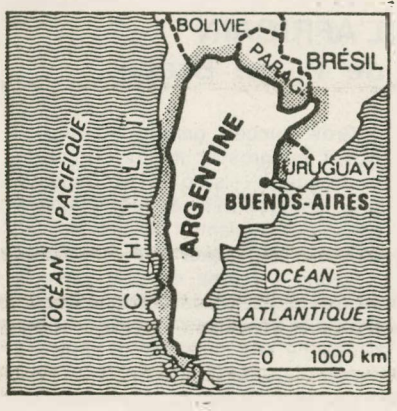
En même temps, le tentaculaire appareil répressif, ses tortionnaires galonnés et ceux du rang sont toujours là. Et agissent : ces dernières semaines, plusieurs disparitions sont encore à mettre à leur actif. Ils sont partout : leurs tristement célèbres Ford « Falcon » sillonnent toutes les nuits les rues de la capitale. Des milliers de prisonniers continuent d'être entre leurs mains. Ils imposent à presque tous un silence pesant — et finalement complice — sur le sort des victimes de l'un des plus récents et monstrueux crimes contre l'humanité : les quelque 25 000 disparus de ce pays. Oui, à presque tous. Sauf aux « mères de la place de Mai », aux militants des associations de défense des droits de l'homme et à ceux des groupes de l'extrême gauche...

Ces criminels en uniforme ne perdent pas une occasion, même par des actes confinant au ridicule, de rappeler que le pouvoir c'est la force et que la force c'est eux.

Fuite en avant improvisée

Ils sont haïs, mais ils restent, pour l'instant, les maîtres du jeu. Pourtant, au lendemain de l'aventure des Malouines, le régime apparaissait en pleine crise, au bord de l'effondrement

« J'ai été rappelé par téléphone alors que je travaillais. Soixante-douze heures plus tard, j'atterrissais dans les îles. Je n'avais aucun entraînement. Lors de mon service, il y a deux ans, j'avais essentiellement accompli des tâches administratives. Malgré tout, je fus affecté à la défense de Puerto Argentino, sur l'une des collines entourant l'agglomération... Nous n'étions pas équipés contre le froid. Dans notre poste, suite aux gardes de nuit, certains ont eu l'extrémité des membres gelés... Les deux dernières semaines, alors que les Anglais avaient débarqué, notre préoccupation principale était la nourriture. Nous avons dû tuer des moutons. Bien que ce fût interdit, nous descendions à tour de rôle en ville. La désorganisation était générale. Mais nous trouvions toujours un sous-officier ou même un officier pour nous vendre des rations... » Le long récit que nous a fait un conscrit, un rescapé de la bàs, est accablant. Il confirme, avec d'autres, que la junte avait totalement sous-estimé la volonté et la possibilité de riposte de l'impérialisme britannique. Il confirme surtout combien l'opération était improvisée : ce n'était rien d'autre qu'une fuite en avant motivée par des considérations de politique intérieure.



Isolés, discrédités, incapables de maîtriser la crise et inquiets des symptômes croissants d'une révolte populaire de plus en plus difficile à étouffer, les militaires prétendaient ainsi donner un second souffle à leur régime en se présentant comme les défenseurs de la « souveraineté nationale ». Sûrs de leur fait et sachant la cause populaire, ils ont « ouvert les vannes » au plan intérieur. Les politiciens bourgeois, péronistes, radicaux ou autres, hier réprimés ou muselés, sont alors invités à collaborer. Ce qu'ils font. La population est incitée à se mobiliser. La réponse est très inégale. Majoritairement, ce seront des secteurs de la petite bourgeoisie à la sensibilité nationaliste héritée de la tradition péroniste qui répondront à l'appel. La classe ouvrière écrasée par la crise, marquée par le cauchemar de la répression, restera méfiante et très largement passive. *« Contre les Anglais, contre l'impérialisme, pour que les Malouines soient argentines, mille fois d'accord... Mais derrière ces fils de p..., jamais ! »*, nous dira avec beaucoup de force et aussi de haine un dirigeant ouvrier « classiste » qui fut l'une des figures de l'avant-garde apparue lors des grandes luttes des années 1974 1975. Un militant qui n'a « payé » que de six ans de prison...

Malgré tout, les apprentis sorciers siégeant dans les états majors avaient créé une situation nouvelle et, à bien des égards, irréversible. Indépendamment de l'issue de la guerre, l'« ouverture » était inscrite dans les faits. Une « ouverture » ne se traduisant en rien par un appui populaire à un régime par trop discrédité. Le fiasco militaire n'a fait qu'accélérer et amplifier la dynamique engagée, d'autant que les officiers supérieurs s'entre-déchiraient publiquement sur le partage des responsabilités. Lorsque, dans la confusion la plus totale, le général Reynaldo Bignone est chargé par une partie de ses pairs d'assumer la présidence, les jours de la dictature semblent comptés. *« Le pouvoir est à prendre »*, écrira alors un des rares commentateurs écoutés de la presse argentine.

Collaboration des opposants

Si aujourd'hui, huit mois plus tard, les militaires sont encore là avec leurs hommes et leurs institutions toujours en place, ils le doivent avant tout à la collaboration à la fois intéressée, effrayée et couarde de leurs « opposants », les dirigeants des principales organisations politiques bourgeoises.

Dès avant la guerre des Malouines, ceux-ci s'étaient, pour l'essentiel, regroupés au sein d'une coalition hétérogène, la « Multipartidaria » incluant le Parti radical, le Mouvement indépendant pour le développement (MID), le Parti intransigeant, la Fédération démocrate-chrétienne et le péronisme officiel (Justicialisme) qui reste, malgré ses divisions, la force politique disposant de la plus grande audience.

Exprimant la position d'une ample majorité de la bourgeoisie argentine, coïncidant avec le souhait des puissances impérialistes, ils se déclarent, après la défaite, *« favorables à un retour des militaires dans leurs casernes »*. Sur cette base, et usant des marges de démagogie desormais tolérées, ils s'efforcent de canaliser derrière eux l'hostilité populaire au régime. Mais, après bientôt sept ans de dictature, leurs partis sont affaiblis, sclérosés. Querelles de clans et aspirations de « caudillos » les divisent tous. Ils craignent le vide politique et sont effrayés par l'ampleur de la crise économique et les risques d'explosion sociale qu'elle entraîne. Ils savent qu'ils n'ont, de leur point de vue, aucune alternative : ils acceptent et accepteront en matière économique les directives des experts du Fonds monétaire international délégués par les créanciers impérialistes. Ce sont déjà ces directives qu'applique aujourd'hui la junte. Ils savent donc que pour gouverner et continuer, pour l'essentiel, d'imposer cette politique aux masses frappées par la misère, ils auront besoin des militaires.

« Dialogue » pour « une transition pactée »

Ces derniers, dans leur majorité maintenant, paraissent acquis à l'idée du retour aux casernes. Mais pas n'importe comment, ni à n'importe quel prix. La crise ouverte en leur sein par la défaite est loin d'être close. Les règlement de compte, même s'ils sont plus feutrés qu'il y a quelques mois, se poursuivent. Ils veulent gagner du temps. D'où leur volonté de maintenir l'échéance électorale aussi lointaine. Mais surtout, ils exigent trois « garanties » qu'ils considèrent vitales pour « le maintien de l'intégrité de l'institution » : pas d'enquête sur les responsabilités dans la conduite de la guerre des Malouines, consensus tacite sur une « loi de l'oubli » à propos de la répression — en d'autres termes, les morts et les disparus doivent « disparaître » une seconde fois — et maintien de toutes leurs prérogatives en matière de « sécurité nationale », ce qui signifie partage du pouvoir et, dans ce cadre, liberté d'action en matière de répression.

C'est sur ces partitions que, depuis juillet dernier, se joue le honteux ballet de la « transition pactée » entre militaires et politiciens bourgeois de tous bords, ou presque. Une « transition pactée » baptisée pour la circonstance « dialogue ». Un « dialoge » dont, jusqu'alors, le cadre, les modalités et le contenu ne peuvent que satisfaire les militaires : il leur a permis dans les marges étroites que leur fixe la crise généralisée que connaît l'Argentine, de reprendre pour l'instant l'initiative. Jusqu'où ? Jusqu'à quand ?

Pour une grande part, la réponse à ces questions dépend du rythme de réorganisation, de remobilisation de la classe ouvrière. C'est elle, nous l'avons vu dans l'article précédent, qui a été frappée de plein fouet par l'effet combiné de la répression et de la crise. Elle a été réduite numériquement. Ses militants les plus combatifs ont été décimés. Ses structures d'organisation, notamment celles ausein des entreprises, conquises après des décennies de combat, ont été démantelées. Ses membres doivent dépenser un temps, une énergie considérables pour « joindre les deux bouts » ou simplement survivre. Malgré tout, la confiance renaît. Des conflits surgissent. Des luttes se prolongent. Des structures de fait s'imposent progressivement dans les usines et les bureaux. C'est encore un processus très éclaté, au caractère essentiellement défensif. Mais déjà les travailleurs ne sont plus ces protagonistes passifs et silencieux que les directions bourgeoises souhaitaient qu'ils fussent pour mener à bien leur « dialogue » avec les militaires.

La situation quelque peu nouvelle dans laquelle se trouve placée la vieille bureaucratie syndicale — qui est l'une des composantes du péronisme — est, à cet égard, significative. Parallèlement à la « Multipartidaria », elle a développé ses formes de collaboration propres à la dictature. Or, dans ce cadre, son rôle s'accroît rapidement en même temps qu'elle est contrainte de hausser le ton et qu'en son sein les divisions alimentées par sa situation contradictoire tendent à s'accentuer. La grève nationale qu'elle a dû convoquer le 6 décembre dernier, bien qu'elle n'ait donné lieu à aucune mobilisation, a été largement suivie.

L'événement le plus révélateur, pourtant, a eu lieu dix jours plus tard, le 16 décembre. Les dirigeants de la « Multipartidaria » avaient convoqué, avec l'accord tacite de la junte, un grand rassemblement de soutien à leur politique. Rapidement débordés, ils ont préféré disparaître alors que plusieurs colonnes à forte composition ouvrière transformaient l'acte en une mobilisation de masse contre la dictature.

Les « mères de la place de Mai », seules ou presque, l'avaient fait savoir depuis longtemps au monde incrédule. Dans la nuit et le brouillard qui enveloppent l'Argentine depuis sept ans, les raisons d'espérer, malgré tout, sont là.

Jean-Pierre Beauvais

Vient de paraître

Quatrième Internationale

janvier - février - mars 1983

SOMMAIRE

EDITORIAL :
Relève de la garde au Kremlin..... 3

Doug Jenness
Notre continuité politique avec le Bolchevisme..... 17

Ernest Mandel
Défense de la révolution permanente..... 83

NOTES DE LECTURE :
Alexandre Zimine : *Le stalinisme et son « socialisme réel »*.....
Jacques Rupnik : *Histoire du Parti communiste tchécoslovaque*..... 127

ABONNEMENTS : 1 an, 4 NUMEROS

FRANCE	AUTRES PAYS
Ab. ordinaire ..... 70 francs français	Ab. ordinaire ..... 500 francs belges
Ab. soutien ..... 140 francs français	Ab. soutien ..... 1 000 francs belges
Chèques à l'ordre de :	Par avion ..... 600 francs belges
P.E.C.	**Mandats, virements, chèques** pour le compte CGER n° 001-1020473-12 de
2, rue Richard Lenoir	*Quatrième Internationale*
93100 MONTREUIL	29, rue Plantin
FRANCE	1070 BRUXELLES
	BELGIQUE

Cinéma

SANS SOLEIL de Chris Marker

Un exercice rayonnant d'intelligence, une réflexion politico culturelle à facettes, une méditation grave sur le mouvement révolutionnaire et ses morts, une incursion dans l'avenir japonais des jeux vidéo... il y a tout ca et bien autre chose, dans le dernier film de Chris Marker, qu'il faut revoir plusieurs fois pour en déceler les subtiles orchestrations, après l'éblouissement enchanté de la première vision. Le cinéaste de *Lettre en Sibérie*, de *Joli mai*, de *le Fond de l'air est rouge* nous communique ici, une fois encore, comme des pages de son journal intime. C'est le journal d'un amoureux des chats, mais surtout quand ils lèvent le poing. C'est la voix de « l'un des nôtres ».

P.-L. T.

LA PETITE BANDE de M. Deville

L'ambition des auteurs a été de retrouver un certain esprit d'enfance, un peu (avec des moyens tout à fait différents) comme pour *E. T.* ou *les Dieux sont tombés sur la tête*. Si l'on aborde le film avec une certaine candeur, on sera sensible au tour de force de cette « petite bande » sans vedette, sans paroles (gestes, bruits et musique suffisent), à la poésie sans mièvrerie qu'elle exprime. Cela commence comme un reportage farfelu sur des gosses anglais venus clandestinement en France, cela s'achève provisoirement sur une sorte de conte de fées, et il nous est promis une « suite » où les gosses seront exempts de cette maladie mortelle : le vieillissement, la vie.

P.-L. T.

ATOMIC CAFE

Au moment où le mouvement pacifiste. . se fait sermonner par Joukov (qui aime bien qu'on soit contre les bombes si elles sont US et non URSS), ce film est bien instructif. Il rappelle le contenu « atomique » de la guerre froide, lorsque le monde commençait tout juste à apprendre à vivre avec « la grande peur ». Interviews, stupéfiants documents d'archives de la propagande US des années 50, composent une fort pédagogique mosaïque. Et pas triste : sur un tel sujet, chapeau.

P.-L. T.

THE VERDICT de S. Lumet

25 ans après *Douze Hommes en colère*, Lumet nous refait le coup du film « de prétoire »... mais son idéaliste démocrate d'hier a cédé la place à un looser alcoolo, et ses illusions sur la « justice » et la « démocratie » US ont pris un sacré coup de frais... Reste un film superbement photographié, et porté par trois excellents comédiens (Newman, Rampling et Mason) dont on ne sait s'il faut le rattacher aux beaux films ratés ou aux mauvais films réussis précédemment par Sidney Lumet. Pour s'en faire une idée personnelle, le studio Action Lafayette offre un survol de la carrière pendulaire de Lumet, où le pire (*Equus*, *la Mouette*...) a toujours côtoyé le meilleur (*la Colline des hommes perdus*, *un Après-midi de chien*, *le Prince de New-York*, ou, surtout, son extraordinaire adaptation du best seller de Mary MacCarthy, *le Groupe*...)

On mettra *The Verdict* dans la grosse colonne intermédiaire avec *le Gang Anderson*, *Serpico*, *Network* et *Douze Hommes en colère*.

M. L.

CAP CANAILLE de J. H. Roger et J. Berto

Neige, leur premier film, rayonnait de l'enthousiasme et de la liberté de la première œuvre, enthousiasme communicatif, voire contagieux, servi par un scénario impeccable. *Cap canaille* souffre de ce trop pressant besoin de faire un second film, besoin pressant de confirmer, vite, un statut de cinéaste. Cette ambition n'échappe pas à quelque précipitation, à quelque boursoufflure. Marseille, la pègre, les faits divers politico criminels, les « affaires », c'est gros, et le choix que Roger Berto font du puzzle, de l'obscurité, du raccourci coïncide mal avec l'ambition du « sujet » même si l'on bénéficie de l'absence d'esprit démonstratif. De Allio à Parrish en passant par Kramer, Marseille jouit d'un statut particulier dans le cinéma. Roger Berto utilisent cette mémoire cinéphilique (soulignée par l'inspecteur, ancien élève de l'IDHEC, qui mourra de manière hautement cinématographique, mais c'est aussi le témoin vivant de cette mémoire que l'on liquide) pour faire un film d'auteur, certes, mais à l'identité un peu opaque. C'est difficile de lorgner en même temps sur Robert Kramer et sur le nombre d'entrées d'Yves Boisset.

Piotr Gourmandisch

PHOBIA de J. Huston

J'aime trop John Huston pour dire du mal du film qu'un homonyme réalisa à coup sûr dans son dos ou pendant qu'il faisait sa sieste.

LE JOUR DES IDIOTS de W. Schroeter

Schroeter est le cinéaste des fractures, des déchirures, ces contradictions qui pèsent si fort qu'elles finissent par broyer leurs victimes. Fracture dans l'Histoire (*le Règne de Naples*), dans la culture (*Palermo*), dans l'équilibre de la raison (*le Jour des idiots*). L'aliénation sociale et mentale tire les personnages vers toujours plus d'enfermement, toujours plus de disparition. La folie, l'univers asilaire et carcéral ne sont que les manifestations les plus clairvoyantes de cet état de dislocation des personnages. *Le Jour des idiots* est moins un film sur l'asile comme institution (les débats des années 70 sur la question paraissent bien loin aujourd'hui, retournés entre les mains des spécialistes qui avaient vu d'un mauvais œil leur apparition sur la place publique et chez les profanes) qu'un film sur l'asile comme état concret du monde. Comme si l'asile était l'image dévoilée de toute vie sociale et, paradoxe, l'asile-institution serait le refuge contre l'asile invisible de l'existence. Schroeter ne

démontre rien, il ne tient aucun discours savant et se moque de ceux qui en tiennent, qui pensent encore que l'asile est un lieu de gestion, de science. Ce n'est que le lieu où se donne, nu, le spectacle de la dissolution des esprits et des corps.

P. G.

La Traviata , de Zeffirelli

Controverse

Verdi, les yeux fermés

Zeffirelli aime se faire secouer : le Nouveau Testament, Shakespeare, Verdi. Il n'a peur de rien. La vie du Christ, Shakespeare, c'est déjà un peu de cinéma, et Zeffirelli ne faisait que rajouter du mauvais cinéma sur du bon. Comme en économie, la mauvaise monnaie chasse la bonne. Par contre, Verdi, l'opéra, le lyrisme, ce n'est pas du cinéma et Zeffirelli ne peut pas jouer à pousse toi de là que je m'y mette. Verdi renvoie Zeffirelli à ce qu'il est, un décorateur milliardaire, un costumier royal. Une très belle direction, de tres bons chanteurs, des chœurs parfaits, la musique écrase toute velléité de film zeffirellien, annule tout projet que Zeffirelli aurait de faire un film, dans la mesure où il ne dépasse pas la seule illustration. Verdi, les yeux fermés. L'un des chefs-d'œuvre de l'art lyrique va faire 500 000 entrées minimum. Parfait. Dans *Don Giovanni* (Mozart Losey) et dans *Parsifal* (Wagner Syberberg) il y avait en outre du cinéma.

Piotr Goumandisch

Voyez-la, et pleurez !

Certains écrivent que le dernier film de Zeffirelli est « trop beau » (trop de meubles, de tapis, de décors luxueux...). Non seulement « trop beau » n'a pas de sens, mais le cinéaste recrée pour nous le cadre dans lequel évoluait, en vérité, la moyenne bourgeoisie frelatée du IIe Empire. Ce qui est très remarquable, avec Zeffirelli, c'est qu'à travers ces décors et costumes somptueux, ces images superbes, sa caméra épouse fidèlement la dramarturgie du livret et de la musique.

D'emblée, le prélude orchestral et le film nous cueillent au seuil de

l'agonie de Violetta avec un coup au cœur : le jeune commis qui enlève les meubles ressemble à l'amant qui vient trop tard. Oui, c'est somptueux ; oui, c'est poignant à l'extrême. Mais Zeffireli lui même sait renoncer au luxe au moment suprême : Violetta mourra seule et dans un vide éclairé d'une lumière blafarde. L'ensemble est tellement beau, profond, et surtout émouvant, qu'on n'a même pas envie de discuter l'interprétation purement musicale.

Teresa Stratas est simplement bouleversante, parfois dramatique au point d'évoquer Callas. Placido Domingo a tout : la plus belle voix de ténor de cette fin de siècle, l'intelligence musicale et le physique de jeune premier. Alors, même si le père ne chante pas merveilleusement ; si l'orchestre n'est pas aussi raffiné que possible, et la bande son en deça des possibilités actuelles, *la Traviata* de Zeffirelli est peut-être le plus beau film d'opéra jamais produit à ce jour. Voyez-le et pleurez !

Jean-François Godchau

Zeffirelli-florilège...

« Tarak Ben Ammar (producteur du film) ne m'a jamais imposé quoi que ce soit. Au contraire, c'est avec moi qu'il a connu *la Traviata*. Vous savez, pour les Arabes, la musique c'est plutôt un fond de sons monotone. C'est l'un des éléments distinctifs qui prouve la supériorité des civilisations occidentales d'ailleurs. C'est nous qui avons inventé la planète des sons, les cathédrales de la musique. » (...)

« Je crois qu'il ne restera rien, du point de vue de la culture musicale, des années contemporaines. On a détruit des générations de génies potentiels. Quand les nègres sont arrivés à Paris au milieu des années 20, ça a été le début de la fin. Leurs rythmes étaient formidables mais n'ont rien laissé. »

(interview de Zeffirelli dans « Libération » du 25-2-83)

L'AFRICAIN de P. de Broca

Gros succès garanti — stop — Noiret en gros nounours broussard et bougon — stop — et Deneuve toujours aussi belle en fofolle lunaire décidée à implanter un club de vacances au cœur de l'Afrique — stop — feront de *l'Africain* le prototype parfait de la bonne comédie « à la française » — stop — pour dimanche soir à la télé — stop —.

SANS RETOUR de W. Hill

Un exercice de la garde nationale dans les bayous de Louisianne, et voici quelques excités de la chose militaire, en manque de Vietnam, jouant à la guerre, et provoquant une poignée de paysans cajuns tranquilles... mais rancuniers. Ces derniers vont réapprendre aux « p'tits soldats » pourquoi les Vietnamiens ont gagné : parce qu'ils étaient chez eux, et... comme des poissons dans l'eau !

Walter Hill, qui cosigna le scénario d'*Alien*, et réalisa deux très bons films « coup de poing » (*le Bagarreur* et *The Warriors*), continue, avec talent, de prendre les spectateurs pour des punching-balls.

INFOS-CINE

Signalons, pour finir, que le film de R. Van der Berg consacré à Sal Santen, vétéran de la IVe Internationale et dirigeant de celle-ci en Hollande, passera au centre Pompidou dans le cadre du festival « cinéma du réel », les dimanche 13 mars à 20 h 30, et vendredi 18 mars à 14 h. Le film s'intitule *Sal Santen rebel*, et vient de se voir décerner le grand prix du festival des peuples de Florence.

Michel Laszlo

● **Samedi** 21 h 40 (TF 1), « Droit de réponse » de Michel Polac.

● **Dimanche** sur les trois chaînes, mais à partir de 20 h 35 sur A 2 et FR 3, « spécial 1er tour des élections municipales ».

● **Lundi** 20 h 35 (TF 1), *l'Arme à gauche*, film de Claude Sautet, avec Lino Ventura et Sylva Koscina. Tiré d'un fameux polar de Charles Williams (qui a d'ailleurs participé à l'adaptation), cet excellent film noir francais fut certainement l'un des meilleurs de Sautet, dans une veine, qui, après *Classe tous risques* (autre chef d'œuvre) nous ferait presque regretter son abandon du filon noir.

20 h 35 (FR 3), hommage (tardif) à George Cukor, avec l'une de ses plus brillantes comédies musicales, *les Girls*, avec Gene Kelly et Kay Kendall ; une réfexion à la limite du désenchantement sur l'après « âge d'or » de la comédie musicale.

● **Mardi** 20 h 40 (A 2), *Quand la ville dort*, de John Huston, avec Sterling Hayden. D'après un excellent roman de W. R. Burnett, le film qui allait révéler John Huston à l'attention des cinéphiles et du public... Un chef d'œuvre qui n'a pas pris une ride !

● **Mercredi** 20 h 35 (TF 1), « les mercredis de l'information » proposent un reportage de Gérard Morin, *Trois semaines à l'usine*, que nous n'avons pas pu voir avant de composer ce programme...

● **Jeudi** 21 h 55 (FR 3), *les Demoiselles de Wilko*, film d'A. Wajda, avec Daniel Olbrychski et Christine Pascal. D'après l'œuvre du plus célèbre écrivain contemporain polonais Yaroslaw Iwaszkiewicz (dont Wajda avait déjà adapté *le Bois de bouleaux*), un film intimiste, à la nostalgie douce amère... A signaler que la femme de Wajda, la comédienne Krystina Zachwatowicz, y interprête l'une de ces cinq « demoiselles de Wilko ».

Michel Laszlo

SOUSCRIPTION : LES 800 000 F DEPASSES

10 jours pour atteindre 1 000 000 F

Lille
- Prof en philosophie 50
- Muriel, prof. 50
- DR, enseignante 100
- Université Lille 2 50
- Bouquins ex militant 10
- Anne Marie, mairie de Lille 100
- Ollivier 50
- Jean Marie, Roubaix 100
- Marie Cecile, Roubaix 100
- Françoise 100
- Joseph, Roubaix 200
- Patrick, Roubaix 200
- Elizabeth, Roubaix 300
- Jean Claude 200
- Claire, Roubaix 200
- Laurence, faculté de Lille 3 50
- Vente de sandwiches à la fac par les JCR 110
- Vincent 50
- Didier, Jean Claude, Christophe, pions à Hazebrouck 150
- Frédérique, enseignant 60
- Daniel, université Lille 3 50

FD 75
- Alexis 500
- Cellule chèques postaux 1 030
- Anne Marie, Sartrouville 200
- Cellule CAF 1 200
- Cellule agriculture 580
- Cellule St Anne 600
- Cellule AP 962
- R. Cannes 100
- Sud Est 1 280
- Tine, ministère des Transports 100
- Doudou, Biarritz 200
- Pour construire le parti, PTT RP 100
- Militants et sympathisants SG 900
- FNAC Paris 200
- Ville de paris 200
- Education surveillée
  - Lise M. 20
  - Monique D. 5
  - Genevieve G. 25
  - Jean Jacques 10
  - Gérard 5,10
  - divers 50
- CII HB 1 000
- Inter Archives PTT 40
- PTT PLM 900
- Sécu 600
- SETE 1 050

FD 91
- Pret transformé en don, Francois 5 000
- CEV 1 170
- SNECMA 600
- Etudiants 200
- EN 77 428
- EN 91 1 150
- SNPE 326
- SNECMA, Collecte 310
- JP 50
- Jocelyne 60
- EN, Corbeil 400
- CEV 90
- SFIM 920
- Orsay, Eric 400
- Orsay, Michel, Marc, Tonio, Guy 250
- Avance FD 4 500

FD 92
- Issy CTA, Patrick 30
- Gisèle et Dominick, Issy CTA 300
- José, ANPE 100
- Lara, ANPE 50
- Jacques, ANPE 100
- Vincent, ANPE 30
- Sylvie, ANPE 200
- Eric, Issy 100
- ORTF, Issy 170
- Renault Billancourt
  - Jean Claude 500
  - Marc 100
  - Marie 400
  - Francois 300
  - Nelly 50
  - Daniel 400
  - Ramon 400
- Cellule Messier
- Schlumberger Montrouge 200
- SNCF St Lazare
  - Rémi, cheminot 100
  - Gilles, cheminot 100
  - Louis, retraité SNCF 40
  - Abdel, cheminot 15
  - Claude, cheminot 50
  - Jean Yves, cheminot 10
  - Jack, cheminot 20
  - Isabelle, copine de cheminot 30
  - Motobec, cheminot 20
  - Marie Jo, cheminote 100
  - R.R., cheminot 170
- Rueil, Olivier, Marcelle 110

Levallois
- Bernard 10
- Catherine 10
- Corinne 10
- Marc et Geneviève 20
- Jacqueline Bourgoin 20
- Janny Senotier 20
- Fayette 20
- LeFAIRE 50
- Dauchot Daniel 15
- Patrick Meulan 50
- MT 150
- Comité de soutien 500
- Locatel La Courneuve 135
- Comité de soutien 400
- Pour la réunification 100
- CGEE Levallois 70

FD 94
- Cellule EDF Vitry 1 700
- Cellule LEP Villejuif 400
- Cellule HP Villejuif 100
- Sur le marché de Villejuif 100
- Pour compléter 100
- Avance FD 5 000
- Créteil, comité de soutien 120
- Créteil, cellule PTT 100

FD 78

Trappes
- Jean 70
- Christine 10
- Chantal 20
- Employé communal 10
- Patrick, Rambouillet 100
- Fernand 200
- Régine 20
- Marie Claude 20
- Jean Pierre 15
- Gilles 10
- Martine 5
- Didier 5
- Françoise 100
- Robert 105
- Martine 30
- Dominique 15
- Jean 10
- Collecte au meeting 105

Dreux
- PL, routier sympa 25
- Papa, Maman, Mas 100
- Infirmière 100
- Femme de ménage 100
- JCG 200
- Brinef. brochures 45
- Yvonne 200
- Petit patron 200
- Pour atteindre un million de centimes 29

Toulouse (déjà comptabilisé)
- Roger 1 000
- Claude, institutrice 150
- Cellule PTT 650
- Prof. Mirail 100
- Cellule SNCF 550
- Bernard, CHR, pour les principes révolutionnaires, pas de désistement au 2e tour 30
- Patricia CHR, pour l'affirmation de la LCR 100
- Par sentimentalisme 100
- Cellule employés 250
- Marie Do., CHR 100

Blois 8 000

Caen 1 200

Lille
- Sylvana 100
- Cellule étudiante 500
- Pierre, Thierry, Bernard, synd. commerce et service 150
- Sur le temps de travail 100
- PR, pour la IVe Internationale 200
- HP Lommelet, Thierry 50
- CHR, Alain 150
- Patrick 100
- Reste d'un pot 10
- Roubaix, Gérard 1 000
- Joseph 38
- Elisabeth 200
- Roubaix 100
- Marcel, « le changement, c'est Rocard » 20
- Marthe, militante PS, mère de militante 20

Grenoble
- Toto 10
- Olivier 50
- J. J. 600
- Pierre 100
- J. M. 50
- Marc 50

Nimes
- Collecte meeting 719

Strasbourg
- Jean Paul 300
- M. + J.P. 209
- PTT 30
- Pour arrondir, Francis 11
- Anne, Véro. et J. Pierre 300

Lyon
- Chantal, HEH 400

Montpellier
- Bruno 200
- D'une ancienne de LO 50
- Fabien 100
- Marie, écolière 10
- Norbert, pour la Ligue musée 100
- Patrick, INRA 100
- Lucien,INRA 100
- Armand, INRA 40
- Sabine 500
- Un copain immigré 130
- Olivier 300
- Divers 100

FD 13
- Cellule PTT 200
- Section Martigues 200
- Cellule Timone 100
- Cellule Martigues 150
- Cellule enseignante 100
- Cellule CAF 200
- Cellule 500
- Cellule PTT 100
- Avance 3 000

Grenoble

Cellule fonction publique
- Un travailleur du bâtiment 100
- Un travailleur de la SNCF 400
- Annie J. 50

Cellule santé
- José S. 500
- Olivier, sympathisant 300
- Pierre 100
- Didou, sympathisant 100
- Divers 150

Cellule enseignante
- Félix 50

Divers
- F. O. Echirolles 100
- Anonyme 120

Montpellier
- ichel Leroux, labo Agfa 150
- J. L. Garcia, instit. 500
- Rosine 50
- Anonyme 100
- J. V., travailleur du textile 50
- M. Miaille, prof de droit 1 000

Alès
- 7e envoi pour la liste révolutionnaire à Alès ! 2 100

Chambéry
- Alain 100
- B. M. 50
- Isabelle 50
- Philip 100
- Francois 300
- Georges 50
- Marie 0,70
- Lucien 100
- Pascal 100
- Serge et Fabienne 150
- Gilbert 100
- Nanard 30
- Jean Bernard et Odile 150
- José et Paule 200
- Serpico 100
- Bruno 200
- Stéphane, voisin 30
- Cellule Tresso 700
- Cellule Hansen 600
- Réunion publique, Rouen les sapins 35,20
- Cellule Tresso 400
- Yann, enseignant 150
- Catherine, enseignante 150
- Cellule Rosmer 250
- Postiers : Antoine 400
- Réu. 10
- Pierre Gilles 20
- Françoise 10
- Claudette 20
- Thierry 10
- Laurent 50
- Jean Michel 25
- Roselyne 200
- Gérard, dit Tonton 60
- Henri 100
- Christian 30
- Patrick 140
- Christiane 200
- Cellule Renault 500
- Daniel, Renault Cléon 150
- Cellule étudiants 110
- Cellule ensengnants 1 160
- Avance 3 000

Amiens
- M. P. B. 100
- F. F. 660
- D. D. 200
- R. C. 100
- I. N. 60

Pau Béarn
- Comité de campagne, recueilli au meeting du 8/2 avec A. Krivine 1 183

Morlaix
- LP 150
- JCR 50
- PN 200
- HC 100
- Gérante petit commerce 100

Le Havre
- AG, symp. enseignante 100
- YP, symp. ouvrier 100
- Cellule PTT 206
- C. L. B., Le Havre 100
- Véro, Le Havre 50
- Philippe, enseignant 100
- Mère de militant 20
- Enseignante 100
- Josy, symp. ens. 150
- Fonds de poche 30
- I. B., « pour battre la droite malgré la gauche » 100
- Hélène, symp. ens. 150
- G. M., travailleur chimie 50
- Y. L., Mobil Lillebonne 20
- J. F. et L. E., conseillers d'orientation 100
- D. L., symp. Sécu. 150

Renault Sandouville
- C. T., technicien 10
- Enseignant INSA 350
- Marie Paule, « la baronne » 50
- Louis Noël, « pour la révolution » 20
- Laurent 250

Nantes
- Cellules 2 500

Caen
- « Super Zézette », au secours des révolutionnaires 50
- Vent de panique au RU 660
- Mimi 40

Stasbourg
- Philippe 200
- Brigitte 50
- Fiancée d'un militant 50
- Dédé, chômeur 40
- Francis pour arrondir 10

Dreux
- M. L. 100
- Bébert 100
- Afghan 100
- L.O. 100
- Vive la culture 200
- Prof. PSU 30
- Instituteur 200
- Educateur 100
- Anonyme 200
- Ouvrier métallurgie 50
- PZ, éducateur 100
- Médecin radin 20
- Ouvrier hosto. 50
- Divers 100

Sarlat
- Léonor M. 50
- Roland B. 100
- Michel D. 10
- Chistian L. 30
- Jean Pierre A. 50
- Anne Marie F. 50
- Cristian D. 100
- Jacques I. 20
- Daniel D. 50
- Claude G. 50
- Joëlle C. 20
- Chrsitian G. 30
- Michel C. 50

Lille
- Isabelle, mairie de Lille 21
- Christine, Planning familial 50
- Christine 300
- Corrado 50
- Emilio 100
- Vente de bouquins d'un ex militant 100

Bordeaux
- Sympathisants, travailleurs du ministère agriculture 500
- B. G. 200
- F. P. 20
- Michèle, usine Saft 10
- Rachel 1 400

Orléans (1 500 déjà comptabilisé)
- Cellule CEPEM 70
- Collecte CEPEM 100
- Philippe 100
- Bruno 30
- Cellule 15
- Marie Thérese 200
- Philippe 100
- Jeannot 20

Cellule PTT
- J.P. L. 50
- Y. D. 100

- Un employé du rectorat 500
- Cellule FP 26
- Marc, sympathisant 100
- Ghislaine 100
- Cellule HP 22
- Meeting Krivine Laguiller 550

Aix-en-Provence
- Alain Calvié 20
- Etudiant, fac. de lettres 20
- JCR, Aix 10

Lyon
- Gilbert, SNCF 45
- Pascal, SNCF 10
- Michel, SNCF 10
- Gérald,SNCF 10
- Claude 125
- Impôts 500
- Santé, HEM 700
- Enseignant 100
- Métallurgie 500
- Cathy, école infirmières 100
- Hôpital Vinatier 200
- Mireille 50
- Danielle 200
- Cellule Fonction publique 1 000
- Enseignant 100
- Christian, Vinatier 100
- Militantes femmes 200
- Alain, Delle Alsthom 100
- Marcel, Delle Alsthom 100
- Tonio 40
- Cellule enseignante 986
- Cellule PTT 700
- Didier, Delle Alsthom 100
- Michel, Delle Alsthom 100
- Jean Jacques 150
- Etudiants 87,50
- Bèche 20
- Béatrice W. 20
- Jean Claude S. néo social démocrate 10
- O. O. 200

Tours (déjà comptabilisé)
- Cellule SKF, Eric, Francis 100
- Cellule SNCF, Françoise 50
- Cellule hôpital 100
- Cellule enseignante 100

Entreprise MAME
- Roger 10
- Joël 20
- Michel 20
- Goupillaud 20
- Claude 10
- Reste de pots 24,20
- Anonyme 20

Le Puy 2 000

Tarbes
- Alain 50
- Christian 100

Caen
- De la part d'Evelyne 50
- De la part de Jean Michel et Karim, un petit couple charmant 100
- Jean Noël 50
- Bruno 400
- Pascal 50
- Christine 150
- Philippe 50
- Yves 55
- Laurence 50
- Bernard et Marie Jo 500
- Alain et Maryvonne 100
- Nicolas 200
- Michel M. 240
- Jocelyne, SNCF 100
- Marie Jo et Bernard 100
- Nicole B. 250
- LCR Caen 400

Rouen
- Cellule santé 200
- Cheminots Alain 100
- Joël 100
- J. D , OS 150
- C. G.,OP 100
- J. G., P1 100
- J. B., P1 30
- M. J., P1 30
- M. N. D., OS 20
- M. Q., P2 20
- C. T., OS 50
- Avance 3 000

Castres 5 000

Albi 7 000

La Rochelle
- A. Durand 100
- Y. G. 8
- P. Garnie, Aytré 200
- J.P. Gardré et M.C.G., Aytré 200
- P. R., St Savinien 150
- Cellule 17 950

Alençon
- Pour Brest, demain 300
- Enfin la paye 300
- Un repas d'austérité 50
- Divers 150

Toulouse (déjà comptabilisé)
- Bernadette 100
- Pour une liste unitaire révolutionnaire 100
- Une travailleuse de la santé 50
- S.R. 100
- PTT, Tri gare 230

Cellule CHRO
- Md 500
- ? 100

Cellule EN 200

Nancy
- St Dizier 200
- Vente aux puces 200
- Francis Télécoms 50
- De la monnaie 3,50
- Collecte Trésor 60

Argenteuil
- Arlette 30
- Reste « Rouge » 4
- Jean Luc 100
- Argenteuil 190

Rennes
- Travailleur du CFRT 10
- Michel, CFRT 10
- Mimi, CFRT 10
- Dominique, CFRT 10
- Roger,CFRT 10
- Claude, CFRT 150
- Petit Jean,CTA 30
- Jean Pierre, CTA 30
- Régis, CTA 12
- Thierry,CTA 5
- Gérard, CTA 10
- Jean Yves, CTA 30
- Bernard, CTA 5
- Trois employés du CPE transit (télécoms) 80
- Cellule étudiante 244

Pour assurer le succès total de la souscription, toutes et tous, un dernier chèque !

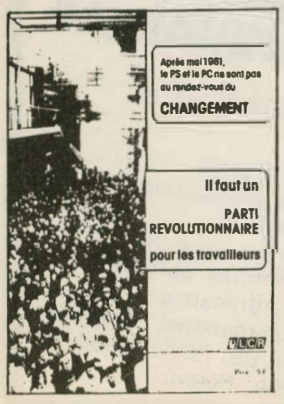
Reçu directement à Montreuil
- Los Angeles, Waren 140
- Meudon, Charles 50
- Meudon, Sylvie 50
- St Croix en Jarez, Michel 70
- Thizy, Jean Pierre 15
- St Germain en Laye, Michel 100
- Les Lilas, Philippe 300
- Le Mec/Seine, Jean Pierre 50
- St. Lo, Daniel 200
- La Roche/Yon, Frédérique 50
- Le médecin de Berlin 1 000
- Marsillagues, Hélène 100
- RCH, syndicaliste, Albertville 300
- Lille, Bertrand 150
- Paris, Alain 210
- Pithiviers, Patrick 100
- Paris 17, chômeur 100
- Bondy, Eric 50
- Gif/Yvette 25
- Anonyme 100
- Rennes, Luc 100
- Geneve, Alain et Marlène, soutien internationaliste 100
- Montreuil 20
- Paris 17, Michel 100
- La Chaux de fonds, Daniel 50
- Paris 9, Jacky 300
- Meudon la fôret, Eric 100
- St Brieuc, A et B 150
- maulévon, Myriam 100

Total collecté par les cellules de la LCR 129 996
Total reçu à Montreuil 4 180

Total semaine 134 176
Ancien total 677 686

Nouveau total 811 862

en vente auprès des militants, 5 F.



☐ Je m'engage a soutenir financièrement cette campagne

☐ je verse ..... F

(chèque à l'ordre de la LCR)
A retourner à Michel Rousseau.
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil

NOM .....
Prénom .....
Profession .....
Adresse .....
.....

SNECMA : CORBEIL ESSONNE

« Nous allons faire une semaine d'animation »

Interview de Jocelyne, secrétaire et militante CGT

La SNECMA Corbeil Essonne est une entreprise de la métallurgie aéronautique. Elle emploie 5 000 personnes dont près de 700 femmes, en majorité des employées. Parmi les 1 800 techniciens, on compte 219 femmes, dans la catégorie ouvriers, trois femmes sur 1 592.

Jocelyne, secrétaire et militante CGT, a bien voulu répondre à nos questions. Nous l'en remercions.

• Quelle initiative prévoyez-vous dans l'entreprise pour le 8 Mars ?

Jocelyne — Nous allons, tout d'abord, faire une semaine d'animation. Du 7 au 11 mars, nous avons réservé le hall du comité d'entreprise pour y mettre une exposition qui sera composée de plusieurs panneaux : une présentation du collectif femmes CGT, une brève histoire de la lutte des femmes au niveau international depuis la grève des ouvrières du textile aux Etats-Unis. Une autre série sera consacrée aux revendications des femmes : le droit à l'emploi, la réduction du temps de travail pour tout le monde, contre les discriminations sexistes dans les entreprises, pour la création d'équipements collectifs, pour le droit à la contraception et à l'avortement.

Nous ferons un tableau comparatif de ce qui existe dans les différentes entreprises, la participation de l'employeur aux frais de garde, les journées octroyées pour garder un enfant malade. C'est un problème auquel les femmes sont très sensibles.

• Y-a-t-il de grandes différences entre les entreprises ?

— Oui. A la SNECMA, on a 17 heures par an pour garder un enfant malade, c'est un « crédit d'heures » pour les mères de famille et les pères célibataires. Chez Dassault, c'est dix jours, à la Thomson, cinq jours et à Renault, neuf jours (dont six non payés intégralement) pour les femmes et les hommes. Renault a également une crèche d'entreprise.

La crèche d'entreprise, c'est un débat que nous avons. Etant donné la diversité des lieux d'habitation, les gens préfèrent des crèches près de chez eux, avec des remboursements de frais de garde. Et puis une crèche dans l'entreprise ne pourrait accueillir que cinquante enfants. Ce qui est largement insuffisant pour l'ensemble des enfants des travailleurs.

Aujourd'hui, les CAF et les municipalités financent en partie les crèches. Nous demandons que l'employeur paye aussi.

Les CAF et les municipalités financent en partie les crèches. Nous demandons que l'employeur paye aussi.

• Par quoi la journée du 8 Mars sera-t-elle marquée ?

— Nous demandons deux heures payées, accolées aux heures de repas, et nous comptons faire un débat à partir d'un film. Le jeudi 10, on fait venir par le CE un groupe de théâtre pendant les heures de repas. Le sujet de la pièce, c'est la vie d'une travailleuse uruguayenne en France.

La semaine dernière, lors de la réunion du collectif femmes CGT, nous avons décidé de faire circuler dans tous les services une pétition sur les revendications des femmes dans l'entreprise. Nous la porterons à la direction.

• Tout ce dont tu viens de parler se fait à l'initiative du collectif femmes CGT. Depuis quand existe-t-il ?

— Il existe depuis l'année dernière, avec des réunions pas très régulières, mais chaque fois une participation importante des femmes. Par exemple, à la réunion sur les bas coefficients, il y avait cinquante femmes.

Les bas coefficients se retrouvent essentiellement chez les ouvriers et chez les employés, secteur en majorité féminin. Pour la filière des opératrices de saisie, les filles commencent à 180 points et terminent leur carrière à 215 points, c'est-à-dire dans les 5 100 F par mois. C'est une forme de discrimination salariale déguisée.

En même temps, il est très difficile de lutter contre ça car il existe à la SNECMA ce qu'on appelle le « décollement ». c'est une augmentation individuelle qui peut aller jusqu'à plus de 1 000 F. Elle est accordée « à la tête du client » selon le bon vouloir du chef. Ce système d'augmentation ne s'applique que pour les basses catégories. Cela entraîne une division importante au sein du personnel.

Il y a eu une lutte qui a marqué à la SNECMA, en décembre 1979. Comme il y avait trop d'absentéisme à son goût, la direction avait fait une note selon laquelle elle s'autorisait à ne pas augmenter, pendant plusieurs années, les salaires des personnes absentes plus de dix jours par an. Les congés maternité étaient comptabilisés comme absence irrégulière ! Cette mesure pénalisait en premier lieu les femmes. Les travailleurs et travailleuses se sont mobilisés, il y a eu plusieurs journées de grève contre cette note. Parallèlement, le syndicat a mené l'affaire en justice et a gagné le procès en 1981. Cependant, nous devons continuer à lutter car nous nous sommes aperçus que dans certains secteurs, des chefs continuent à l'appliquer malgré le jugement rendu.

• Il y a plusieurs syndicats dans l'entreprise et notamment la CFDT. Y a-t-il des initiatives communes envisagées pour le 8 Mars ?

— pour le moment, il n'y a aucun travail en commun avec la CFDT. Après le 8 Mars, une commission du CE doit se mettre en place. Elle s'appellera « égalité des chances ». Nous y serons avec la CFDT et ce sera peut-être l'occasion de faire des choses en commun. La lutte des femmes y gagnerait.

Pour la filière des opératrices de saisie, les filles commencent à 180 points et terminent leur carrière à 215 points, c'est-à-dire à 5 100 F par mois.

8 MARS

CONTRAIREMENT à l'année dernière, où il fut officialisé par le gouvernement, le 8 Mars risque d'être noyé dans le débat électoral.

L'enjeu des municipales prime ! Certes, les femmes seront présentes dans cette échéance, sous la forme déjà annoncée d'une participation sur les listes nettement plus importante que lors des élections précédentes. Et ce phénomène illustre d'une certaine manière que la volonté de changement est forte de la part des femmes.

Mais le 8 Mars, cette année, se situe aussi dans le contexte des mesures d'austérité prises par le gouvernement depuis le mois de juin dernier.

Force est de constater qu'aux promesses non tenues, par exemple les 300 000 places de crèches, vient s'ajouter aujourd'hui un changement dans le discours. Mitterrand ne parle plus d'indépendance et d'égalité pour les femmes, mais de mesures prioritaires à prendre en faveur de la famille .

N'a-t-on pas entendu récemment Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat à la Famille, déclarer à propos du temps partiel que *« sans être ''la'' bonne solution, c'en est une »*. Et encore : *« J'ai au fond de moi la certitude que la femme a besoin de jouer son double rôle : de mère et de travailleuse. Nier cette ambivalence est une folie. Tout doit être fait pour la respecter. »*

Discours qui cache mal l'adaptation à la crise économique capitaliste que pratique le gouvernement, contre les intérêts des travailleurs et contre les intérêts des femmes.

Dans ce contexte, les initiatives du ministère des Droits de la femme apparaissent pour ce qu'elles sont : une opération d'esbrouffe, vide de tout contenu !

Incapable même de faire pression pour préserver un acquis de l'année dernière, des heures payées dans la fonction publique pour débattre le jour de 8 Mars. Ainsi, à l'hôpital psychiatrique de Saint-Etienne-du-Rouvray, près de Rouen, une délégation CGT-CFDT, après avoir essuyé le refus du directeur de centre (*« Il n'y a pas de circulaire cette année »*), s'est adressée au ministère de la Santé et au ministère des Droits de la femme pour obtenir 4 heures. Sans résultat !

Pourtant, aujourd'hui autant que l'année dernière, il est nécessaire de réaffirmer les exigences des femmes et leurs luttes. Il n'est pas question qu'elles fassent les frais de la crise. La revendication du droit à l'emploi, les besoins en équipements collectifs, nécessaires à leur indépendance, ne doivent pas passer à la trappe !

Nous devons rappeler que seule la mobilisation des femmes et la manifestation du 23 octobre ont permis que le remboursement de l'avortement par la Sécurité sociale, de promesse devienne réalité.

Partout, dans les entreprises, nous devons demander des heures pour débattre et impulser des initiatives unitaires pour préparer les mobilisations futures.

Nous devons soutenir les initiatives du Mouvement des femmes. Le 8 Mars doit être l'occasion de réaffirmer, en même temps que les revendications et les luttes, la nécessité pour les femmes de se regrouper dans un large mouvement autonome et unitaire des femmes.

La crise est internationale. Dans de nombreux pays, en Irlande, en Belgique, en Espagne, au Portugal, en Amérique latine, aux Etats-Unis, les femmes luttent contre les atteintes au droit à l'avortement, au droit au travail.

Et la solidarité internationale doit être partout présente dans les mobilisations du 8 Mars.

S. F.

Echos de la préparation du 8 Mars

• PARIS : La coordination des groupes femmes, le MLAC, le MIEL, le GRIEF et Choisir appellent les femmes à manifester le 8 Mars, à 18 h à Montparnasse, rue de Rennes.

• BORDEAUX : Le mois dernier, une fête « pour une maison des femmes à Bordeaux » a rassemblé 150 femmes. Des démarches ont été faites auprès de la déléguée à la Condition féminine et de la municipalité, ainsi que des adresses aux candidats et des interventions dans les meetings sur les municipales. Pour le 8 Mars, une réunion unitaire s'est tenue à l'initiative des groupes femmes, avec plusieurs organisations. L'idée d'un rassemblement place Saint-Projet est en discussion.

• LYON : Le Collectif féministe de Lyon appelle à un rassemblement le 8 au soir.

La CFDT fait un débat public sur l'emploi le mardi 7.

• MARSEILLE : Un collectif de préparation du 8 Mars regroupant le CODIF, le MFPF, SOS Femmes, Jeunes Femmes, le groupe femmes La Plaine, la CFDT PTT, le GRAIF, Accoucher naître autrement, AIF Martigues, l'association FLORA, et la LCR appellent à un rassemblement le 8 Mars à 18 h aux Mobiles.

• ROUEN : Les groupes femmes de Rouen appellent à un rassemblement avec animation de rue et distribution de tract à 17 h 30 au Gros Horloge. Le soir, à 20 h 30, un débat sur la lutte internationale des femmes aura lieu à la Maison du Plateau, à partir du film *Union Maids*.

La CFDT fait un meeting débat à 16 h 30 sur les « droits nouveaux » et l'égalité professionnelle.

La coordination des groupes femmes, le MLAC, le MIEL, le GRIEF et Choisir appellent les femmes à manifester le 8 Mars, à 18 h à Montparnasse.

VIENT DE PARAITRE

cahiers du féminisme

Au sommaire :

• Le 8 mars.
• Les municipales.
• L'emploi.
• Petite enfance.
• Femmes battues.
• Contraception.
• International (Espagne, USA, GB, RDA, Suède, Palestine, Pérou).